

Le Président Tebboune reçoit le ministre saoudien de l'Intérieur



Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu dimanche à Alger le ministre saoudien de l'Intérieur, l'Emir Abdulaziz Ben Saoud Ben Naef Ben Abdelaziz. L'audience s'est déroulée au siège de la Présidence de la République en présence du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Abdelaziz Khellaf, et du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Kamel Beldjoud.

Installation de l'Inspecteur général des Services de l'Etat et des Collectivités locales

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a procédé dimanche, à l'installation officielle de l'Inspecteur général des Services de l'Etat et des Collectivités locales à la Présidence de la République, selon un communiqué du Conseil des ministres. "Le Président de la République a procédé à l'installation officielle de l'Inspecteur général des Services de l'Etat et des Collectivités locales à la Présidence de la République", précise le communiqué. Le Président Tebboune avait, auparavant, annoncé la création d'une "Inspection générale" placée sous la tutelle de la Présidence de



la République et chargée de "contrôler les activités des responsables". Lors de sa dernière entrevue périodique avec les représentants de la presse nationale, M. Tebboune avait expliqué que la mission de cette inspection "consiste à contrôler le travail et les activités des responsables", précisant que cette inspection

sera appelée à effectuer des visites inopinées. "Si demain, des inspecteurs de cette structure se déplaceront dans une wilaya donnée, ils auront à rencontrer et discuter avec les citoyens pour s'enquérir de ce qui a été entrepris et réalisé afin d'assurer le suivi de l'application des décisions", a-t-il dit.

Les discours "tendancieux" à l'égard de la démarche du Président Tebboune dénoncés

Le Bureau du Conseil de la nation a dénoncé dimanche les discours "tendancieux et dévalorisants" qui tendent à "perturber" la démarche du Président de la République. Réuni sous la présidence de M. Salah Goudjil, le Bureau du Conseil de la nation, élargi aux présidents des groupes parlementaires et au Questeur, "a réfuté et dénoncé tous les discours tendancieux et dévalorisants qui sont devenus l'apanage de ceux qui vouent une grande inimitié envers ce pays et dénonce, par ailleurs, les visées des parties qui tendent à perturber la démarche entreprise par le président de la République, à porter atteinte à ses intérêts à chaque fois que notre pays franchit une étape vers l'édification de l'Algérie nouvelle". Le Bureau du Conseil a également "condamné énergiquement les lectures erronées faites par certains du rapport rendu par la Banque mondiale dernièrement", estimant qu'il s'agit "de lectures dont les auteurs se sont faits complices des lobbies qui cultivent la haine envers l'Algérie".

"Il s'agit d'une prise de risque dénuée de toute vision stratégique en sus d'être une lecture superficielle qui n'a sélectionné du rapport en question que ce qui cadre avec leurs basses machinations afin de noircir la situation et provoquer une pénurie qui n'existe, en fait, que dans leur imagination, de manière à provoquer une hausse effrénée des prix des produits de large consommation et semer le trouble au sein de la population", ajoute le communiqué, relevant que c'est "une lecture superficielle qui a occulté tous les aspects positifs évoqués par ce rapport et qui sont en contradiction avec ce qui a été rendu public précédemment par la même institution internationale ainsi que d'autres similaires". Pour le Bureau du Conseil de la nation, "cela constitue une opportunité aux pseudo-politiciens et économistes d'en faire usage pour mettre à exécution leurs agendas et c'est là un objectif qu'ils sont loin d'atteindre". Faisant observer que "l'Algérie vit une période de redressement de son parcours politique et de développement tout



en parachevant son édifice institutionnel à travers l'installation des institutions prévues par la Constitution de novembre 2020", le Bureau du Conseil de la nation a exprimé son "adhésion à la politique visionnaire du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui s'inscrit dans le respect de ses engagements électoraux". "Le Bureau du Conseil de la nation salue, en outre, la justesse de l'approche et de la politique suivies par le président de la République qui constituent la force motrice du mouvement d'édification et de développement

enclenché par M. Abdelmadjid Tebboune qui a choisi de faire de l'année 2022, qui coïncide avec la célébration du 60ème anniversaire du recouvrement de l'indépendance et de la souveraineté nationale, l'année du véritable décollage de l'économie algérienne de manière à éradiquer l'économie parallèle et parasitaire qui est corollairement liée à ceux qui font de la politique en dehors des cadres légaux et en coulisses". "Ces derniers sont les alliés de ceux qui veulent perturber le processus de renouveau dans lequel s'est engagée l'Algérie et porter atteinte à sa stabilité", ajoute la même source.

"Tout en insistant sur le fait que l'Algérie, fidèle aux principes authentiques de la Révolution de novembre, résistera face à ses ennemis haineux suppôts du colonisateur d'hier", le Bureau du Conseil de la nation appelle les citoyens à "unifier leurs rangs et à faire prévaloir l'intérêt national afin de contrer les complots et les campagnes hostiles visant les institutions de la République, ses symboles et sa stabilité". Il les exhorte aussi à "ne pas se soumettre aux tenants de l'anarchie et de la sédition qui appellent à occulter la raison et combattent toute logique de redressement et ne pas se soumettre aux parties extérieures qui expriment clairement leur exaspération devant les acquis réalisés par l'Algérie sous la conduite du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune". A cette occasion, le Bureau du Conseil de la nation a réitéré le fait que "le destin de l'Algérie nouvelle, sous la conduite de M. Abdelmadjid Tebboune, sera identique à celui de ses aïeux, les martyrs et les moudjahidine, à savoir le leadership et la gloire".

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Edité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE
Direction, rédaction et administration :
46, rue Emir Abdelkader - Annaba

Directeur general :
Bicha salim
Directeur de la publication :
Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction :
Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybouseimes.dz
Email: redaction@seybouseimes.dz
contact@seybouseimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri
Bât F N ° : 424 Constantine

Pour votre publicité,
s'adresser à l'entreprise
nationale de communi-
cation d'édition et de
publicité, ANEP. SPA,
1 AVENUE PASTEUR
ALGER
TEL : 021/71 16 64
021/73 71 28
FAX : 021/73 95 59
021/73 99 19

Les manuscrits, photo-
graphies ou tout autre
document et illustration
adressés ou remis
à la rédaction ne seront
pas rendus et ne feront
l'objet d'aucune
réclamation.
Reproduction interdite
de tous articles sauf
accord de la rédaction

Révision de la loi portant modalités d'exercice de l'action syndicale

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres au cours de laquelle il a affirmé la nécessité de réviser la loi portant modalités d'exercice de l'action syndicale conformément aux résolutions du Bureau international du Travail (BIT).

Le président de la République a souligné que "l'exercice du droit syndical compte parmi les principaux fondements de la Démocratie et la Constitution de 2020 garantit et consacre ce droit", précisant que "la révision de la loi portant modalités d'exercice de l'action syndicale doit être adaptée aux résolutions du bureau international du Travail (BIT)", indique le communiqué du Conseil des ministres qui a examiné deux projets de loi portant lutte contre la corruption et modalités d'exercice du droit syndical.

"Ladite loi doit respecter les normes de représentation effective des syndicats, en associant les syndicats sectoriels à la mise en place de mécanismes juridiques pour évaluer la performance syndicale", a soutenu le président de la République.

M. Tebboune a insisté, en outre, sur l'importance de "distinguer l'action syndicale de la responsabilité dans la gestion et de l'appartenance politique". Les modifications apportées à ladite



loi visent à "renforcer les droits acquis des travailleurs, en permettant aux organisations syndicales de constituer des Fédérations, Unions et Confédérations quelles que soient la profession, la branche et le secteur d'activité auquel elles appartiennent", à la faveur de "la mise en conformité des dispositions de la Loi précitée avec les dispositions de la Convention internationale du Travail". Lesdites modifications permettront "d'assurer la protection du délégué syndical contre toute décision de licenciement arbitraire, ayant un lien avec l'exercice du droit syndical", en prévoyant des mécanismes supplémentaires devant permettre sa réintégration légale en cas de refus manifeste de l'employeur de procéder à sa réintégration.

Accélérer le transfert des biens confisqués au secteur public marchand



Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné, dimanche lors du Conseil des ministres, d'achever l'opération de transfert des biens confisqués au secteur public marchand avant la fin du premier trimestre de 2022, indique un communiqué de la Présidence de la République.

Concernant le suivi de l'application des décisions de transfert et de dévolution au secteur public des biens confisqués, "le Président Tebboune a instruit le Gouvernement à l'effet d'accélérer l'opération de recensement définitif des différents biens confisqués, en vue de les

transférer à l'Etat et les intégrer dans le processus de production nationale avant la fin du premier trimestre de 2022".

Le président de la République a également instruit le ministre de l'Industrie de "procéder au suivi et au recensement des usines dont le statut juridique a été régularisé, au recensement des postes d'emploi créés en vertu de cette régularisation, ainsi que leur valeur réelle en monnaie nationale et en devises, en vue de les soumettre, de manière périodique, à chaque Conseil des ministres", a conclu le communiqué.

Tribunal : Report au 10 janvier du procès de Sellal et de son ancien directeur de cabinet



Le Pôle pénal économique et financier du Tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a décidé lundi de reporter au 10 janvier prochain le procès de l'ancien Premier ministre, Abdelmalek Sellal, de son ancien directeur de cabinet, Mustapha Rahiel, de l'ancien chef du protocole à la Présidence de la République, Mokhtar Reguieg, et d'anciens ministres, poursuivis dans une affaire de corruption. Ce report intervient à la demande de

la défense des accusés en raison de la constitution de nouveaux avocats.

Outre Abdelmalek Sellal, Mustapha Rahiel et Mokhtar Reguieg, sont également poursuivis dans cette affaire les anciens ministres Abdelkader Bouazghi, Abdelwahab Nouri, Boudjemaa Talaï, Abdelkader Kadi et Abdelghani Zaâlane, et l'ancien wali d'Alger, Abdelkader Zoukh.

Ils sont poursuivis pour dilapidation de deniers publics, abus de fonction, trafic d'influence, octroi d'indus avantages et participation au financement occulte de la campagne électorale.

Des hommes d'affaires, dont Ali Haddad, sont également poursuivis dans cette affaire.

Affaire des tracteurs agricoles : Youcef Yousfi acquitté

Le pôle pénal économique et financier du tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a acquitté lundi l'ancien ministre de l'Industrie, Youcef Yousfi, dans l'affaire d'importation et de montage de tracteurs agricoles où sont également poursuivis les hommes d'affaires, les frères Kherbouche. Kamel Kherbouche a été condamné à cinq (5) ans de prison ferme et à une amende d'un (1) million de dinars pour dilapidation de deniers publics, incitation d'agents de l'Etat à user de leur influence pour la conclusion de marchés en violation de la législation en vigueur.

La même peine a été infligée à l'ancien directeur de l'industrie au ministère, Mustapha Abdelkrim, poursuivi dans cette affaire pour dilapidation de deniers publics et abus de fonction.

Réda et Fethi Kherbouche ont écopé chacun de trois (3) ans de prison dont une (1) avec sursis et d'une amende d'un (1) million de dinars.

Les autres accusés dans cette affaire,



dont l'ancien P-dg de la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP), Djamel Bessa, et l'ancien P-dg du Crédit populaire algérien (CPA), Omar Boudiab, ont, quant à eux, été acquittés.

La même juridiction a ordonné le versement de près de deux (2) milliards de dinars de dédommagement au Trésor et le versement de 40 millions de DA par les personnes morales.

Le procès de Chakib Khelil reporté au 17 janvier

Le pôle pénal spécialisé dans la lutte contre les crimes financiers et économiques au tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a reporté, lundi, au 17 janvier le procès de l'ancien ministre de l'Energie, Chakib Khelil, de l'ancien P-dg du groupe Sonatrach, Mohamed

Meziane et de son adjoint, Abdelhafidh Feghouli.

Le juge d'instruction de la première chambre près le pôle pénal avait reporté au 3 janvier, le procès des accusés, après avoir débouté Abdelhafidh Feghouli de sa demande de libération provisoire. Cedernierestpoursuivi

avec le reste des accusés pour des chefs d'inculpation relatifs à "la passation d'un marché en violation aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, l'octroi de privilèges injustifiés, conformément à la Loi n 06-01 relative à la prévention et à la lutte contre la corruption".



Les principales décisions du conseil des ministres



Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen de deux projets de loi portant lutte contre la corruption et modalités d'exercice du droit syndical et la présentation de nombre d'exposés liés aux mécanismes de désignation d'administrateurs au niveau des communes où les élections locales n'ont pas eu lieu, indique un communiqué du Conseil des ministres dont voici la traduction APS:

"Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune a présidé, ce dimanche 02 janvier 2022, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen de deux projets de loi portant lutte contre la corruption et modalités d'exercice du droit syndical et la présentation de nombre d'exposés liés aux mécanismes de désignation d'administrateurs au niveau des communes où les élections locales n'ont pas eu lieu, outre le suivi de l'application des décisions de transfert et de dévolution au secteur public marchand des biens confisqués. A l'entame de la séance, le Président de la République a présenté ses vœux au peuple algérien à l'occasion du Nouvel an, souhaitant que cette année

soit l'année du progrès, du développement et de prospérité. Le président de la République a, à cette occasion, procédé à l'installation officielle de l'Inspecteur général des services de l'Etat et des Collectivités locales à la Présidence de la République.

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane a, par la suite, présenté le bilan d'action du Gouvernement durant les deux dernières semaines.

Le président de la République a donné les instructions suivantes:

*** En premier lieu: de l'organisation, de la composante et des prérogatives de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption:**

- Intensification des actions préventives de lutte contre la corruption, à commencer par la définition de nouvelles conditions précises pour l'annonce des marchés et des appels d'offre dans les journaux.

- Création d'une nouvelle instance pour enquêter sur l'enrichissement des fonctionnaires publics, sans exception, à travers des procédures légales rigoureuses pour la lutte contre la corruption et l'identification de l'origine de leurs biens.

*** En second lieu: des modalités d'exercice du droit syndical:**

- Le président de la République a affirmé que l'exercice du droit syndical compte parmi les

principaux fondements de la Démocratie et que la Constitution de 2020 garantit et consacre ce droit, affirmant que la révision de la loi portant modalités d'exercice de l'action syndicale doit être adaptée aux résolutions du Bureau international du travail.

- Ladite loi doit respecter les normes de représentation effective des syndicats.

- Associer les syndicats sectoriels à la mise en place de mécanismes juridiques pour évaluer la performance syndicale.

- Distinguer l'action syndicale de la responsabilité dans la gestion et de l'appartenance politique.

***En troisième lieu: des mécanismes de désignation d'administrateurs au niveau des communes où les élections locales n'ont pas eu lieu:**

- Associer les représentants de la société civile locale à cette opération provisoire de gestion des communes accusant un retard et convocation d'élections partielles dans les plus brefs délais.

Concernant l'opération de recensement de la population de l'année 2022, le président de la République a ordonné de:

- Recourir à des technologies modernes et innovantes, fabriquées localement par de jeunes compétences nationales dans la nouvelle opération de recensement de la population, parallèlement à l'engagement de faire de cette année, l'année du décollage économique.

- Réviser la loi sur les collectivités locales en y associant la société civile, dans le respect des spécificités et des moyens de chaque commune, notamment économiques.

- Exonérer les communes pauvres des dépenses de restauration et d'équipement des écoles et cantines scolaires et les inclure au titre du projet de révision de la loi sur les collectivités locales.

***En quatrième lieu: du suivi de l'application des décisions de transfert et de dévolution au secteur public marchand des biens confisqués.**

- Le Président Tebboune a instruit le Gouvernement à l'effet d'accélérer l'opération de recensement définitif des différents biens confisqués, en vue de les transférer à l'Etat et les intégrer dans le processus de production nationale, avant la fin du premier trimestre 2022.

- Le président de la République a également instruit le ministre de l'Industrie de procéder au suivi et au recensement des usines dont le statut juridique a été régularisé, au recensement des postes d'emploi créés en vertu de cette régularisation, ainsi que leur valeur réelle en monnaie nationale et en devises, en vue de les soumettre, de manière périodique, à chaque Conseil des ministres.

***En cinquième lieu: du secteur des Transports**

- Le président de la République a donné des instructions au ministre des Transports afin

d'ouvrir une ligne maritime avec la République islamique de Mauritanie, dans les plus brefs délais.

***En sixième lieu: à propos de l'exposé sur les préparatifs des Jeux méditerranéens, prévus à Oran en 2022.**

- Le président de la République a appelé à accorder un intérêt particulier à cet événement d'envergure internationale, sous ses différentes dimensions, exploiter toutes les capacités, coordonner et intensifier les efforts pour que cet événement soit à la hauteur de l'image de l'Algérie.

A l'issue de la séance, le président de la République a appelé le Gouvernement à associer les citoyens à l'organisation des affaires locales, exprimant sa satisfaction des mesures prises pour relancer nombre d'usines, lever les obstacles bureaucratiques au profit de plusieurs projets et investissements insufflant une nouvelle dynamique à la croissance économique".

Un Salon d'échanges commerciaux et d'investissements algéro-turc en janvier à Oran

Plus d'une cinquantaine d'opérateurs économiques algériens et turcs prendront part au Salon d'échanges commerciaux et d'investissements algéro-turc, prévu du 8 au 11 janvier courant au Centre des conventions "Ahmed Benahmed" d'Oran (CCO), a-t-on appris lundi des organisateurs. La manifestation professionnelle est initiée par l'agence événementielle "SOS Event", en collaboration avec l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur, sous le patronage du Ministère du commerce et de la promotion des exportations. L'événement s'inscrit dans le cadre de la relance des activités

économiques bilatérales et du développement des investissements et des échanges commerciaux entre l'Algérie et la Turquie, selon la même source. Le Salon a pour objectifs d'encourager l'investissement productif en réduisant les importations et en doublant le volume des exportations, créer des partenariats bilatéraux durables et offrir davantage d'opportunités de coopération fondées sur le principe du bénéfice mutuel entre les investisseurs de divers secteurs.

La manifestation vise également à promouvoir l'échange d'expériences entre les deux pays, faire connaître les besoins dans différents secteurs et contribuer

à la création de jumelages entre l'Algérie et la Turquie dans différents secteurs.

Les organisateurs ont, par ailleurs, précisé que des sociétés algériennes, d'autres turques ainsi que des entreprises mixtes activant dans différents secteurs tels que la santé, l'industrie pharmaceutique, l'agriculture, l'énergie, le commerce, les transports, le bâtiment, entre autres prendront part au Salon.

Un riche programme d'animation a été élaboré dans le cadre de ce Salon. Il comprend des conférences et des séminaires sur les moyens de renforcer les échanges commerciaux et d'investissements entre l'Algérie et la Turquie.



Huile de table :

Des instructions fermes pour augmenter la production et satisfaire la demande



Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig a donné "des instructions fermes" aux directeurs du commerce régionaux et de wilayas, portant sur la nécessité de coordonner avec les producteurs de l'huile de table en vue d'augmenter la production et de satisfaire la demande, a indiqué un communiqué du ministère.

Ces instructions ont été données lors d'une réunion de coordination tenue dimanche en visioconférence avec les directeurs du commerce régionaux et de wilayas, lors de laquelle il a été question des

mécanismes de régulation du marché en ce qui concerne certains produits de base telle l'huile de table.

A ce titre, M. Rezig a donné "des instructions fermes" portant sur la nécessité de coordonner avec les producteurs afin d'augmenter les quantités de production et de satisfaire la demande sur ce produit", appelant à "l'intensification des sorties sur le terrain avec les services de Sûreté en vue de contrôler les dépôts et les magasins, notamment ceux non déclarés".

Le premier responsable du

secteur a par la même précisé que "les perturbations enregistrées dans certaines régions du pays sont dues essentiellement à la spéculation, d'autant que les quantités de production sont fixées et suffisantes pour satisfaire les besoins du marché local".

Il a, par ailleurs, souligné que "toutes les mesures nécessaires ont été prises à l'effet de faire face aux rumeurs circulant autour de la hausse du prix réglementé du pain subventionné", conclut le communiqué.

Pêche :

Salaouatchi reçoit une délégation parlementaire mauritanienne

Le ministre de la Pêche et des productions halieutiques, Hicham Sofiane Salaouatchi, a reçu lundi à Alger les membres d'une délégation parlementaire mauritanienne avec lesquels il s'est entretenu des moyens de renforcer la coopération algéro-mauritanienne dans le domaine de la pêche.

Dans une déclaration à la presse en marge de la rencontre, le ministre a précisé que les entretiens avaient porté sur nombre de questions liées au secteur de la pêche et des productions halieutiques et les grandes opportunités qui peuvent être concrétisées entre les deux parties, notamment dans le domaine de la pêche en haute mer.

"Des opérateurs dans le domaine de la pêche sont intéressés par la pêche dans les eaux territoriales mauritaniennes, d'où la nécessité



de relancer les cinq licences accordées par la Mauritanie aux opérateurs algériens au titre de l'accord signé à Nouakchott en 2013", a ajouté M. Salaouatchi. Le ministre a, à cette occasion, mis en avant l'essor de l'industrie et de la maintenance navales en Algérie, soulignant que "l'Algérie construit désormais des navires de pêche de plus de 35 mètres". Un domaine qui offre des possibilités à concrétiser aux

côtés de l'aquaculture et de la formation, a-t-il estimé.

Il a, dans ce contexte, plaidé pour la création d'une commission parlementaire mixte algéro-mauritanienne dans le cadre de la diplomatie parlementaire afin de renforcer la coopération bilatérale dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture.

De son côté, le président de la Commission des relations extérieures à l'Assemblée

nationale mauritanienne, Mokhtar Mohamed Ould Khelifa a souligné l'importance de développer les relations entre les deux pays dans ce domaine, ajoutant que le littoral mauritanien qui est long de 750 km, fait que son pays soit riche en ressource poissonnière.

Il a également fait part de "la disposition de la Mauritanie à exporter les poissons vers tous les pays, notamment les pays frères, comme l'Algérie à laquelle des

relations historiques et historiques nous lient", a-t-il rappelé.

"Nous valorisons les instructions données par Son Excellence le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, concernant l'ouverture de la ligne maritime entre la Mauritanie et l'Algérie", a-t-il indiqué, estimant que cette ligne "aidera à exporter le poisson de la Mauritanie vers l'Algérie et les produits algériens vers la Mauritanie".

Dans le cadre de la consolidation des échanges commerciaux entre les deux pays, le responsable mauritanien a estimé que la réalisation de la route terrestre Tindouf-Zouerate qui était l'objet du mémorandum d'entente entre l'Algérie et la Mauritanie qui a été signé la semaine écoulée, "constituera la porte de l'Algérie sur la Mauritanie et sur d'autres pays africains".

ANNABA / INVESTISSEMENTS

Le wali décide la levée des contraintes abordées par les investisseurs... 17 permis d'exploitation délivrés

Sihem Ferdjallah

C'est une situation critique qu'a vécu l'investissement économique, à Annaba. Le constat est effarant et dépasse tout entendement et logique. Soulignons que lors d'un précédent Conseil des ministres, le Président de la République Abdelmadjid Tebboune a ordonné, la régularisation de la situation des entreprises par la délivrance des permis d'exploitations. Dans ce contexte, et lors d'une réunion de travail dans le cadre de la cellule d'écoute d'investissements, le wali a engagé les mesures nécessaires en vue de



lever toutes les contraintes rencontrées au niveau des projets d'investissements achevés et non exploités, et ce, pour permettre leur entrée en service. Le premier magistrat de la wilaya, a invité les investisseurs pour

un dialogue constructif et a accordé dix-sept (17) permis d'exploitations à plusieurs d'entre eux touchant divers secteurs d'activités comme le plastique, les matériaux de construction, les accessoires de cuisines, le mobilier, les

abattoirs... etc, dans une séance de travail tenue au siège de la wilaya et ce en présence des autorités locales. Le wali a déclaré qu'à l'issue de 50 réunions de travail 460 cas ont été étudiés et près de 400 dossiers ont fait l'objet

d'assainissement, et d'ajouter qu'aujourd'hui 17 décisions ont été accordées. Lors des prochaines séances les travaux seront consacrés à l'examen des dossiers inhérents à l'agriculture et au tourisme. L'Algérie qui a lancé de grands chantiers permettant la relance économique et industrielle, à travers son équipe gouvernementale, s'est engagée à lever toutes les contraintes qui bloquent l'investissement de manière générale. Le wali à son tour, s'est aussi engagé à débloquent les investissements privés en suspens, en raison des problèmes bureaucratiques et des lenteurs administratives.

ANNABA / INSALUBRITÉ

L'insalubrité et la saleté ont dépassé tous les seuils de tolérance par les résidents des 208 logts à la cité Belaid Belkacem-EPLF

Bicha B.Nesrine

Plusieurs quartiers et cités de la ville d'Annaba s'illustrent ces derniers temps par une dégradation remarquable de l'environnement, hostile et malsain décrié par une majorité des résidents des 208 logts à la cité Belaid Belkacem-EPLF. Un état des lieux caractérisé par une abondance de déchets et d'ordures ménagères, qui débordent des bennes et répandues à même le sol sur une dizaine de mètres. Cette situation devenue insupportable a pénalisé la qualité du cadre de vie des résidents qui réclament l'intervention des autorités locales concernées. Ces derniers s'estiment désocialisés et laissés pour compte par les responsables en charge de l'hygiène. Le même constat a été soulevé par de nombreux citoyens qui



dénoncent l'état des lieux à l'arrière du marché El Hattab où d'importants tas d'ordures et emballages de toutes sortes sont déversés sur le trottoir situé en face de la sortie dudit marché au point où l'entassement de tous ces déchets avait carrément

compliqué la circulation des automobilistes et des taxieurs assurant la navette entre Annaba - Plaine Ouest (ex-Les Allamands). La ville d'Annaba à travers ses cités populaires, ses artères, ses vieux quartiers et quartiers résidentiels, ses rues

et ses ruelles, est livrée aux immondices et autres déchets en tout genre, qui s'amoncellent tout au long des chaussées et à chaque coin de rue. Les bennes à ordures ménagères débordent et craquent, selon certains citoyens croisés sur place. Nombreux sont les citoyens

qui ont tenu à exprimer leur mécontentement face à un cadre de vie asphyxiant et pollué. Plusieurs cités se clochardisent et se transforment en dépotoirs à ciel ouvert. Autre constat signalé, celui concernant l'abandon de l'entretien des squares et jardins publics. Des tas de feuilles mortes jonchent à même le sol. Les autorités locales, sont-elles consciente de la gravité de la situation ? où sont passés les représentants des comités de quartiers, des cités et des associations pour tenter de redorer le blason de cette wilaya, autrefois un modèle de propreté et de bien-être. Les résidents des 208 logts à la cité Belaid Belkacem-EPLF sollicitent l'intervention du premier responsable de l'exécutif, à l'effet de mettre un terme au calvaire qu'ils endurent.

ANNABA / BATIMEX

Batimex organise le 1^{er} salon international d'Annaba

Tayeb Zgaoula

La première édition du salon international d'Annaba du bâtiment et de l'aménagement qu'organise Batimex se tiendra du 18 au 20 janvier

2022 à l'hôtel Sheraton a-t-on officiellement appris lundi après-midi auprès des responsables de cette manifestation économique. Ce rendez-vous économique verra sans doute la participation

des firmes étrangères, ainsi que des firmes Algériennes et du secteur. Aussi un important programme d'animation économique est prévu qui se tiendra par l'organisation de contacts et d'échanges

dans le domaine, ainsi que des relations d'affaires. Selon les initiateurs de cette organisation, cette initiative ne peut que réussir avec l'apport d'une forte adhésion, indique-t-on.



ANNABA / COMMERCE

Baguette de pain ordinaire à 15 DA ? Les citoyens annabi désagréablement surpris

Tayeb Zgaoula

Les citoyens, pères et mères de famille à Annaba comme à travers d'autres wilayas du pays ont été désagréablement surpris au seuil de cette nouvelle par le nouveau prix de la baguette de pain à 15 DA. Ils s'interrogent d'ailleurs sur cette augmentation illicite de la baguette de pain ordinaire qui est passée de 10 à 15 DA, soit une hausse



surprenante en ce début de l'année 2022 avec un taux de 50%. Pour le responsable de l'organisation de l'APOCE

Mustapha Zebah, les boulangers ne peuvent pas procéder à une augmentation sans au préalable la décision

du gouvernement puisque les produits de base sont subventionnés par l'état, nous dénonçons cette hausse " a-t-il ainsi déclaré à la presse devant une telle situation. A ce sujet nous avons interrogé, hier, certains boulangers sur cette situation au niveau de la plaine Ouest et d'autres quartiers de la ville, Ils maintiennent le nouveau prix à 15 da, alors qu'au niveau de la capitale on

apprend que des brigades de contrôle sont sorties pour faire respecter la réglementation en vigueur. La question qui reste posée maintenant comment les boulangers ont-ils pris une telle décision sans l'autorisation au préalable de leur organisme? A Constantine, une trentaine de boulangers ont fait l'objet de poursuites judiciaires. Qu'en est-il à Annaba ? Allons subir le fait accompli ?

ANNABA / PÉNURIE

Polémique concernant l'huile de table : La direction du commerce rassure les citoyens

Sarah Yahia

La Direction du commerce d'Annaba a informé les citoyens de la disponibilité de l'huile de table de différentes marques et qualité, disponible au niveau des commerçants en gros", elle invite les citoyens "à ne pas se laisser entraîner par ces rumeurs et à ne pas se précipiter pour acheter ce produit en quantité dépassant leurs besoins". En effet, les rumeurs sur le manque d'huile de table ont poussé des citoyens à stocker ce produit. Au-delà de cette polémique sur un produit qui a connu une grande ruée, il y a quelques mois, c'est le risque de voir disparaître l'huile de table des étals sous l'effet de ces rumeurs qui est appréhendé. "Il y a des gens qui raflent tout et stockent l'huile à la maison, cela peut engendrer une tension sur ce produit", poursuit notre interlocuteur en se basant sur un constat. La peur d'en manquer de ce produit a poussé les chefs de familles à investir une bonne partie de leurs maigres économies afin de constituer un stock dans leurs domiciles et sont ainsi



tombé dans le piège des rapaces qui voulaient par là s'enrichir en revendant leurs stocks à un prix élevé. Il convient d'expliquer qu'un nombre important de commerçants en détail ont cessé d'acheter l'huile de table en vue de contester la décision qui porte sur la nécessité de la facturation des opérations d'achat et qui est portée dans la loi de Finances de l'année en cours. Cette décision qui a été prise dans le but d'organiser les opérations d'approvisionnement des marchés en matière de l'huile de table subventionné, ne semble être du goût des commerçants qui se sont habitués à l'évasion fiscale due à l'absence de la facturation. A ce titre, la direction du commerce vient d'annoncer plusieurs mesures dissuasives sévères pour mettre fin aux spéculations qui affectent les prix et la disponibilité de ce produit.

ANNABA / SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Conduire par le brouillard : La Protection civile de la wilaya d'Annaba appelle à la vigilance

Imen Boulmaiz

Les éléments de la protection civile de la wilaya d'Annaba ont recommandé aux usagers de la route à faire preuve de vigilance pendant la conduite dans le brouillard qui a été observés ces dernières 48 heures au niveau de la wilaya d'Annaba. En effet, le brouillard réduit la visibilité, avec des obstacles invisibles ou vus voilés ou flous et des sources lumineuses vues comme entourées d'un halo de lumière. Mais surtout, il fausse la perception des distances. Il est aussi dangereux indirectement, à cause de l'effet d'aspirateur : pour ne pas perdre de vue les feux arrières du véhicule devant



soi, le conducteur a tendance à augmenter sa vitesse. Le véhicule de devant, qui voit le véhicule se rapprocher de lui par l'arrière accélère.

La protection civile a donné une série de recommandations pour réduire les accidents de la route causés par ce genre de brouillard, appelant les usagers de la route, notamment les conducteurs de camions et de motos, à faire preuve de vigilance et de prudence pendant la conduite sous le flou du brouillard observé

ces dernières 48h. Ils appellent les usagers de la route à faire preuve de vigilance au volant et au respect du code de la route et de la vitesse limitée, outre le contrôle technique périodique des véhicules. Des recommandations et conseils sont ainsi prodigués aux usagers de la route à l'effet notamment de réduire la vitesse de manière à pouvoir maintenir sous contrôle leur véhicule, respecter la distance de sécurité et de s'assurer du système de freinage et d'éclairage de l'automobile. Les éléments de la protection civile ont mis l'accent à cet égard sur la nécessité pour les automobilistes de s'assurer de l'efficacité des dispositifs mécaniques (essuie-glace, feux avant et arrière, pneus...ect).

ANNABA / FAIT DIVERS

Chute de deux mètres d'un travailleur sur un chantier de construction à El Bouni

Sarah Yahia

Un travailleur en bâtiment, âgé de 31 ans, a subi une chute de deux mètres à l'intérieur d'un chantier de construction à la commune d'El Bouni, selon une source d'information crédible de la protection civile. Grièvement blessée, la victime a été évacuée au CHU «Ibn Rochd», par les éléments de la protection civile. Ces derniers sont intervenus sur les lieux pour prêter secours à la victime, avant d'être transféré aux urgences de l'hôpital « Ibn



Rochd » et recevoir les soins nécessaires. Une enquête a été

diligentée afin de déterminer les vrais motifs de cet incident.

TÉBESSA / JUSTICE**Vingt ans et douze ans de prison ferme pour les six trafiquants de drogue**

Mizab Abderrahmane
Six membres d'un réseau de trafic de drogue viennent d'être condamnés à la réclusion criminelle de 20 ans de prison ferme à l'encontre de deux

d'entre eux et de 12 ans pour les quatre autres impliqués. Un verdict rendu par le tribunal criminel près de la cour de justice de Tébessa, tandis que le parquet avait requis la perpétuité pour les six trafiquants. Le principal

accusé a été arrêté à l'entrée de la ville de Tébessa en possession de 1,03 quintal de drogue. Une quantité qui sera remise à un complice pour l'exporter vers un pays voisin. Le convoyeur de la marchandise avait encaissé 80

millions de centimes, et avait pour mission d'acheminer la drogue d'Oran à Tébessa. Les investigations des services de sécurité en charge du dossier ont abouti à l'arrestation de sept (7) autres personnes inculpées dans l'affaire de

trafic de stupéfiants. Lors du procès, alors que les deux accusés reconnurent les faits, le reste du groupe a réfuté tout lien avec ce trafic de drogue, contrairement à leurs précédentes déclarations devant la justice.

ANNABA / EMIGRATION CLANDESTINE**Les parents de harragas, sans nouvelles, ferment la route au niveau de Sidi Brahim**

Sarah Yahia
De la cité "Djebenet Lihoud" à l'entrée principale de la ville à Sidi Brahim, la route a été bloquée dimanche matin par des dizaines de personnes, amis et proches parents des harraga portés disparus depuis quelques jours. Cette protestation, qui exprime le désarroi et la frustration des parents sans nouvelles

de leurs progénitures, vise à interpeller les autorités locales concernées, et à solliciter leur aide, afin d'avoir les nouvelles de leurs enfants. Un parent de harraga précise que « nous sommes presque certains qu'ils ne sont pas arrivés en Sardaigne. Si c'était le cas, ils nous auraient informés ». Ces familles veulent leurs enfants «morts ou vivants». Les manifestants brandissaient des

banderoles et une pancarte avec les portraits des disparus de ce quartier. "Ramenez nos enfants ! Rendez-nous nos frères !". Ils étaient au nombre de 15 haraga, âgés entre 17 et 30 ans, pour la plupart, de la commune du chef-lieu, alors qu'ils tentaient de rejoindre l'Italie en prenant le large depuis la plage de Ras El Hamra, à bord d'une embarcation de fortune. Un drame qui a mis en émoi tous



les habitants de cette localité, qui sont toujours dans l'attente

d'informations sur le sort des disparus.

ANNABA / CHANGE PARALLÈLE**Forte hausse de l'Euro face au Dinar algérien en ce début d'année 2022**

Imen.Boulmaiz
L'euro connaît depuis quelques jours une hausse considérable de sa valeur face au dinar algérien sur le marché de change parallèle, où se fait la majorité des échanges de devises à Annaba. En ce début d'année, sur le marché parallèle de change l'euro s'échange toujours contre 215 dinars à l'achat et 217 dinars à la vente, soit 21.500 dinars pour 100



euros à l'achat et 21.700 dinars à la vente. Ainsi que le dollar

américain a connu une légère hausse dans le cours de la vente.

Un dollar s'échange contre 192 dinars à l'achat et 195 dinars à la vente, alors qu'hier il était respectivement à 192 et 194 dinars. Et pour la livre sterling, un pound s'échange contre 248 dinars à l'achat et 250 dinars à la vente. Cette nette reprise sur le marché est due au fait que de nombreux Algériens, dont des touristes, des commerçants ou des patients, réservent des billets pour voyager dans différents pays du monde, que ce soit par voie aérienne ou

maritime. Régi essentiellement par l'offre de la devise générée par les flux migratoires, notamment vers l'Europe, le marché parallèle des changes s'est revigoré depuis la réouverture des frontières aériennes, après plus d'une année marquée par un niveau de transactions faible. Au niveau de la Banque d'Algérie, l'unité de cette monnaie s'échange ce lundi contre 165,97 dinars à l'achat et 157,03 dinars à la vente.

ANNABA / SINISTRE**Incendie dans un appartement à Bouzaroura
Un jeune de 17ans brûlé aux deuxièmes degrés**

Imen.Boulmaiz
Un important incendie s'est déclaré avant-hier, au niveau d'un appartement situé au troisième étage d'un immeuble, situé à la cité Bouzaroura relevant de la commune d'El Bouni, selon une source proche de la cellule de communication de la protection civile de la wilaya. Fort heureusement que les pompiers ainsi que les éléments de la sécurité s'étaient rendus sur les lieux à

temps avant que les flammes ne se propagent vers d'autres appartements. Pour des raisons toujours inconnues, l'incendie a causé des dégâts importants, notamment les effets personnels des habitants malheureusement un jeune garçon de 17ans a été brûlé aux deuxièmes degrés au niveau du corps. Selon les éléments de la Protection civile, un camion citerne, une ambulance et plusieurs pompiers se sont mobilisés pour venir à bout de cet incendie. On

apprendra que la maison a été complètement ravagée par le feu et que la victime fut transférée en urgence à l'hôpital afin de recevoir les soins nécessaires. Le sinistre a été à l'origine d'un grand mouvement de panique parmi les habitants du quartier. Par ailleurs, Il a été noté que, plusieurs appareils électroménagers, ainsi que plusieurs matelas et affaires vestimentaire ont été ravagés par les flammes et que cette maison abritait toute une famille. Une



enquête a été ouverte par les éléments de la sécurité afin de

déterminer les raisons exactes de cet incendie.

Soudan

Le premier ministre Abdallah Hamdok annonce sa démission après de nouvelles manifestations

Visage civil de la transition, il avait été destitué lors du coup d'Etat militaire d'octobre, avant d'être rappelé. Des milliers de Soudanais sont encore descendus dans les rues de Khartoum, dimanche, pour demander à la junte de quitter le pouvoir.

Après une nouvelle journée de violence, le premier ministre Abdallah Hamdok, visage civil de la transition au Soudan, a annoncé sa démission. Moins de deux mois après être revenu au pouvoir dans le cadre d'un accord politique conclu avec les militaires, il a expliqué dans un discours télévisé, dimanche 2 janvier, les raisons de son départ :

Abdallah Hamdok avait été destitué le 25 octobre par l'armée, après un putsch. Il avait recouvré ses fonctions un mois après, conformément à un accord politique contesté avec la junte, qui s'était engagée à la libération de tous les prisonniers politiques. Deux morts dans la manifestation de



dimanche

Cette démission fait suite à une nouvelle journée de manifestation. Des milliers de Soudanais ont convergé, dimanche, vers le palais présidentiel à Khartoum, bravant grenades lacrymogènes

et déploiement massif de soldats en armes. Comme pour toutes les manifestations qui se déroulent depuis le coup d'Etat du général Abdel Fattah Abdelrahman Al-Bourhane le 25 octobre, les autorités ont tenté, en vain, de tuer la mobilisation dans

l'oeuf en érigeant des barrages.

Deux manifestants ont été tués alors qu'ils défilaient à Omdourman, dans la banlieue du nord-ouest de Khartoum, dont l'un d'une balle dans la poitrine, rapporte un syndicat de médecins partisans de la démocratie. Depuis le coup d'Etat du général Al-Bourhane, 56 manifestants ont été tués et des centaines d'autres ont été blessés.

Le pays avait connu un regain de violences jeudi : cinq manifestants réclamant un pouvoir civil ont été tués par balle à Khartoum, selon le même syndicat. Khartoum est, depuis plusieurs jours, coupé de ses banlieues par des conteneurs placés en travers des ponts sur le Nil. Internet et les téléphones portables ne fonctionnent plus depuis le matin et, sur les principaux axes, des membres des forces de sécurité juchés sur des blindés armés de mitrailleuses lourdes surveillent les passants. Un conseiller du général Al-Bourhane a

jugé vendredi que « les manifestations [n'étaient] qu'une perte d'énergie et de temps » qui ne mèneraient « à aucune solution politique ».

Malgré tout, des milliers de Soudanais ont répondu dimanche, à la mi-journée, à l'appel des militants à manifester « en mémoire des martyrs ». Ils scandaient « Les militaires à la caserne ! » et « Le pouvoir au peuple ! », tandis que des personnes à moto sillonnaient la foule, prêtes à embarquer les blessés car, à chaque mobilisation, les ambulances sont bloquées par les forces de sécurité. Les militants appellent à faire de 2022 « l'année de la poursuite de la résistance », réclamant justice pour les dizaines de manifestants tués depuis le putsch, mais aussi pour les plus de 250 civils abattus lors de la « révolution » de 2019. Cette année-là, la pression populaire forçait l'armée à démettre l'un des siens, Omar Al-Bachir, après trente années de dictature militaro-islamiste.

En Afrique du Sud, l'incendie du Parlement soulève des interrogations

Moins de vingt-quatre heures après avoir enterré Desmond Tutu, le pays s'est réveillé en voyant brûler, au Cap, ce symbole de la démocratie. Un suspect a été arrêté.

Difficile d'imaginer symbole plus déconcertant pour marquer le début de l'année 2022 en Afrique du Sud. Alors que la corruption et la mauvaise gestion des affaires publiques sont au cœur des préoccupations nationales, dimanche 2 janvier, moins de vingt-quatre heures après avoir enterré sa « boussole morale », Desmond Tutu, le pays s'est réveillé en voyant brûler son Parlement, au Cap, pilier de la démocratie situé à deux pas de la cathédrale où se sont tenues la veille les funérailles du Prix Nobel de la paix.

Tout au long de la journée, 70 pompiers ont bataillé contre le feu signalé aux environs de 6 heures du matin, dimanche. En fin d'après-midi,

ils étaient encore occupés à maîtriser une partie de l'incendie qui a ravagé l'actuel siège de l'Assemblée nationale, la chambre basse du Parlement, ainsi qu'une partie de l'aile historique du bâtiment, achevée en 1884. L'incendie a finalement été maîtrisé lundi matin. Si le feu n'a pas fait de blessés, « tout le complexe est gravement endommagé », a expliqué l'adjoint chargé de la sécurité au sein de la municipalité du Cap, Jean-Pierre Smith.

« Dans les vieux bâtiments, les bureaux au-dessus de l'ancienne chambre ont été incendiés, le toit s'est effondré. La chambre de l'Assemblée nationale est détruite également », énumérait le responsable, dimanche, en fin de matinée. La chambre haute du Parlement, le Conseil national des provinces, semble avoir été préservée des flammes. Inaccessible dans l'immédiat mais restée fermée, l'ancienne chambre, qui contient de

nombreux objets historiques, pourrait également avoir été épargnée, espèrent les autorités. D'après le média sud-africain News24, la bibliothèque du Parlement aurait également été protégée des flammes.

« C'est une terrible nouvelle, particulièrement en ce moment, alors que nous venons de faire nos adieux à l'archevêque Desmond Tutu », a déclaré le président, Cyril Ramaphosa, sur les lieux dimanche. « L'archevêque aurait été dévasté également, c'est un endroit qu'il a soutenu, pour lequel il a prié et qu'il voyait comme le dépositaire de la démocratie pour laquelle il a travaillé si dur », a ajouté le chef de l'Etat sud-africain, qui a annoncé qu'un suspect avait été arrêté.

Des dysfonctionnements

Un homme de 49 ans est poursuivi pour « effraction, vol et incendie criminel » après avoir été interpellé sur les lieux en possession d'objets



débrobés, ont confirmé les services de police. En fin de matinée, l'adjoint chargé de la sécurité au sein de la municipalité du Cap, Jean-Pierre Smith, rappelait que deux foyers distincts s'étaient propagés dans

les différentes parties du bâtiment, émettant la possibilité d'une piste criminelle sans écarter celle d'un deuxième départ de feu lié au système électrique alors que celui-ci n'a pas disjoncté après le début de l'incendie.

France

A Calais, des affrontements entre migrants et forces de l'ordre

Le démantèlement d'un campement a dégénéré le 30 décembre et une rixe entre Calaisiens et Erythréens a viré au drame le soir du réveillon.

Une succession d'événements a témoigné d'un contexte délétère à Calais (Pas-de-Calais) où plusieurs centaines de personnes migrantes se trouvent dans des campements de fortune, dans l'attente d'un passage en Angleterre. Une situation inchangée depuis trente ans, mais qui, régulièrement, se tend.

Ainsi, jeudi 30 décembre, le démantèlement de l'un des lieux de vie informels par les forces de l'ordre a dégénéré en violences, tandis que le lendemain, une altercation entre des Calaisiens et des Erythréens a viré au drame.



Dans la soirée du 31 décembre, dans une zone d'habitation proche d'un campement, un couple de Calaisiens aurait été pris à partie par un groupe

d'Erythréens. « Une réflexion est faite à la femme, de l'ordre de l'insulte ou de la provocation, rapporte le parquet de Boulogne-sur-Mer, à partir de

témoignages. L'homme va appeler des amis en renfort. »

D'après le parquet, qui précise que les différents protagonistes étaient « très alcoolisés », cet homme a ensuite été passé à tabac par trois Erythréens, notamment au moyen d'une chaîne. En représailles, son frère a pris un véhicule, foncé à plusieurs reprises sur des personnes et roulé sur l'une d'elles au moins. Le pronostic vital de cette dernière est engagé, tandis qu'un autre Erythréen présente une fracture du tibia et du péroné. Le Calaisien qui a été tabassé est sorti de l'hôpital avec dix jours d'incapacité totale de travail.

« La tension est montée » Une information judiciaire a été ouverte dimanche 2 janvier. Le conducteur calaisien, âgé de 23 ans,

et deux Erythréens de 18 ans et 23 ans ont été mis en examen pour tentative d'homicide volontaire. « Ce genre de faits est rare, précise le parquet. Les rixes qui ont lieu sont surtout entre migrants. »

Sans que les événements ne soient liés entre eux, jeudi 30 décembre, le démantèlement d'un campement, situé sur un terrain boueux à proximité de parkings sécurisés où stationnent les camions en partance pour l'Angleterre, a dégénéré. En règle générale, les autorités évacuent les lieux de vie informels tous les deux jours, pour éviter que ne se reconstitue un bidonville. Ces opérations sont continuellement dénoncées par les associations et des autorités comme le Défenseur des droits.

KENYA :

Six morts dans une attaque dans le comté de Lamu, les shebab suspectés

Six personnes sont mortes lundi dans le comté de Lamu, une région de l'est du Kenya bordant la Somalie, lors d'une attaque présumée des rebelles shebab, a affirmé à l'AFP un responsable local. "Nous avons eu une attaque, suspectée d'avoir été commise par les shebab, dans une localité appelée Widhu et nous avons perdu six personnes", a déclaré à l'AFP Irungu Macharia, un responsable du gouvernement local.

M. Macharia a précisé qu'une personne avait été tuée par balles et que les cinq autres avaient été brûlées dans des



incendies de maisons.

"Nos forces de sécurité les pourchassent et nous appelons au soutien des habitants", a-t-il ajouté.

En janvier 2020, les shebab avaient averti le Kenya "qu'il ne serait jamais en sécurité", en menaçant les touristes et en lançant un appel à des attaques

contre les intérêts des États-Unis.

Des combattants shebab avaient alors pris d'assaut une base militaire américano-kényane à Lamu, tuant trois Américains - un militaire et deux sous-traitants du Pentagone - et détruisant plusieurs avions.

Le même mois, au moins trois personnes avaient été tuées dans une embuscade contre un autocar qui circulait entre cette région, où se trouve notamment l'île touristique de Lamu, et la ville de Malindi, plus au sud.

Depuis son intervention

militaire dans le sud de la Somalie en 2011 pour lutter contre les shebab, le Kenya a été la cible de plusieurs attentats meurtriers, notamment ceux du centre commercial Westgate à Nairobi (septembre 2013 - 67 morts) et de l'université de Garissa (avril 2015 - 148 morts).

Les shebab, mouvement lié à Al-Qaïda, veulent renverser le gouvernement fédéral somalien, soutenu par la communauté internationale, et contrôlent de vastes territoires dans les zones rurales de la Somalie.

Le Koweït encourage les citoyens à quitter le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne à cause du variant Omicron

Les ambassades du Koweït au Royaume-Uni, en France et en Allemagne ont encouragé dimanche les citoyens à retourner dans le Golfe en raison d'une augmentation « significative et sans précédent » des cas d'Omicron.

L'Europe a franchi samedi la barre des 100 millions de cas de Covid-19, et les gouvernements de ces pays tiennent à empêcher que les systèmes de santé ne soient submergés par le virus tout en évitant d'imposer des restrictions.

Samedi, le ministère koweïtien des Affaires étrangères a demandé à ses ressortissants souhaitant voyager à l'étranger de reporter leurs projets en raison du nombre croissant d'infections au Covid-19 dans le monde.

Le ministère a déclaré que l'augmentation du nombre de cas avait entraîné un risque élevé d'infection et obligeait les pays à modifier les mesures de santé, notamment à annuler ou reporter des vols, ce qui complique les voyages.

Par ailleurs, les citoyens des Émirats arabes unis non vaccinés seront interdits de quitter le pays à partir du 10 janvier, a déclaré le ministère des Affaires étrangères du pays.

Le leader chrétien libanais déclare que son alliance avec le Hezbollah est en péril

Le chef du plus grand parti chrétien du Liban a déclaré dimanche qu'une alliance vieille de 15 ans avec le puissant groupe chiite du pays, le Hezbollah, ne fonctionnait plus et devait évoluer.

Le discours télévisé de Gebran Bassil, qui dirige le Courant patriotique libre, signale un niveau de frustration sans précédent envers le Hezbollah et suggère que l'alliance de 2006 créditée d'avoir aidé à maintenir la paix dans le petit pays est en danger.

Les commentaires de Bassil interviennent au milieu d'une crise économique dévastatrice et également avant les élections législatives cruciales au cours desquelles son parti s'attend à une rude concurrence. Défaire l'alliance avec le Hezbollah lui coûterait plus de voix aux élections de mai.

Mais Bassil, un ancien ministre des Affaires étrangères, a

déclaré que l'alliance érode sa crédibilité auprès de ses partisans. Bassil est également le gendre du président libanais Michel Aoun. Il s'est positionné comme un réformateur et aurait l'ambition de se présenter lui-même à la présidence.

Bassil a imputé sa frustration à l'autre allié du Hezbollah, le puissant mouvement chiite Amal, dirigé par le président du Parlement Nabih Berri. Il a déclaré que le Hezbollah avait ces derniers mois soutenu le mouvement Amal de Berri au détriment de sa propre alliance.

« Nous sommes parvenus à un accord avec le Hezbollah (en 2006) et non avec Amal », a déclaré Bassil dans un discours d'une heure. « Lorsque nous découvrons que celui qui prend les décisions dans (cette alliance) est Amal, c'est notre droit de revoir notre position. »



Le Hezbollah et ses alliés contrôlent la plupart des sièges au parlement et sont les principaux soutiens du gouvernement qui a pris ses fonctions en septembre. Mais le gouvernement et le parlement sont paralysés alors que les désaccords politiques s'approfondissent et que le Liban fait face à une crise économique sans précédent depuis 2019.

Berri est un rival de longue

date de Bassil, qui l'a accusé d'avoir utilisé son pouvoir au parlement pour bloquer plusieurs de ses projets de loi. Récemment, le Hezbollah et Amal ont largement critiqué l'enquête sur l'explosion du port de Beyrouth, accusant le juge d'être partial contre leurs alliés - une position en contradiction avec le parti de Bassil.

COVID-19 AUX ÉTATS-UNIS:

Une vague de cas Omicron arrive sur Porto Rico

Porto Rico n'est pas épargné par la vague Omicron. Alors que l'île se targuait d'avoir une campagne de vaccination plutôt réussie avec 70% d'adultes entièrement vaccinés, les contaminations enregistrent une hausse vertigineuse. Une situation qui inquiète vue l'état des hôpitaux, de l'économie et la crise politique sur l'île. Pour les autorités, il n'y

a aucun doute, tout est parti d'une multiplication d'événements : un festival musical qui a rassemblé 60 000 personnes sur 2 jours, les fêtes de fin d'années dans les bureaux et les réunions familiales...

Le mois de décembre est l'un des pires pour Porto Rico depuis le début de la pandémie. En 30 jours, les cas de Covid ont augmenté de 4600 %. La semaine dernière,

sur une seule journée, plus de 11 000 nouveaux cas ont été enregistrés. Un chiffre important lorsqu'on sait que Porto Rico compte à peine plus de 3 millions d'habitants. Publicité

Manque de moyens pour les hôpitaux

Une situation qui inquiète les autorités. Car si les hospitalisations restent gérables pour le moment, les hôpitaux de l'île manquent de

moyens et de personnel.

De nouvelles restrictions ont été imposées pour tenter de limiter la propagation. Les voyageurs doivent désormais présenter des tests négatifs, même s'ils sont vaccinés. Une capacité d'accueil limitée est de nouveau en vigueur dans les restaurants. Et de nombreux événements ont été annulés. Y compris les célébrations des 500 ans de la capitale San Juan.

CAN-2021:

Bounedjah et Benlamri libérés pour disputer un match avec leurs clubs

Les deux internationaux algériens : l'attaquant Baghdad Bounedjah (Al-Sadd/ Qatar) et le défenseur Djamel Benlamri (Qatar SC), en stage avec l'équipe nationale de football à Doha (Qatar), ont été libérés par le staff technique pour rejoindre leurs clubs respectifs afin de jouer ce lundi un match de championnat, dans le cadre de la circulaire de la Fifa autorisant les clubs de disposer de leurs joueurs jusqu'au 3 janvier, a annoncé la Fédération algérienne (FAF) dimanche soir dans un communiqué.

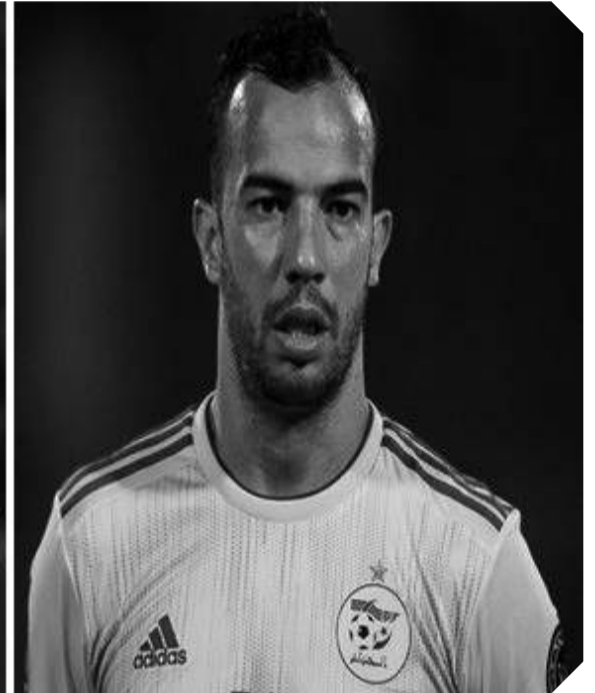
Al-Sadd, leader du championnat qatarien, affronte en déplacement Al-Saïliya, alors que Qatar SC jouera sur le terrain d'Al-Ahly Doha. Les deux rencontres débiteront à 16h20 (algériennes).

Les «Verts» ont effectué dimanche à partir de 18h00

(locales) leur septième séance d'entraînement en six jours, au complexe sportif d'Al-Egla. Ce galop a enregistré la participation du portier de Damac FC (Div.1 saoudienne) Mustapha Zeghba, arrivé à Doha la veille au soir.

«Pour sa part, le gardien de but Raïs M'Bolhi a regagné dans la soirée le lieu de résidence des Verts, en attendant le duo de la Premier League, Ryad Mahrez et Saïd Benrahma, attendus ce lundi 3 janvier, et enfin Aïssa Mandi qui sera le dernier à fermer la porte des arrivées», précise l'instance fédérale.

Outre Bounedjah et Benlamri, la séance de dimanche a été marquée par l'absence du milieu offensif de Galatasaray (Div.1 turque) Sofiane Feghouli, toujours aux soins. Les champions d'Afrique disputeront leur unique match amical face au Ghana,



mercredi au stade de la Cité de l'Education de Doha (17h00, algériennes), avant de s'envoler le lendemain pour Douala, afin de prendre part à la 33e CAN au Cameroun. Le match amical qui devait se jouer samedi face à la Gambie

à Doha, a été annulé en raison de plusieurs cas positifs de Covid-19 détectés chez les Gambiens.

Logée dans le groupe E, l'Algérie entamera la défense de son titre le mardi 11 janvier 2022, contre la Sierra Leone,

au stade Japoma à Douala (14h00, algériennes), avant de défier la Guinée équatoriale, le dimanche 16 janvier 2022 à Douala (20h00), puis la Côte d'Ivoire, le jeudi 20 janvier 2022, sur le même stade (17h00).

LIGUE 2 AMATEUR :

Choc à Kouba, la JSBM sur du velours à domicile

Le RC Kouba, leader du groupe Centre-Ouest de la Ligue 2 algérienne de football, sera face à un sérieux client, en recevant le troisième du groupe le MCB Oued Sly, alors que la JS Bordj Menaïl, aux commandes du groupe Centre-Est, évoluera, à priori sur du velours, en affrontant la lanterne rouge le CABB Arreridj, à l'occasion de la 12e journée du championnat, prévue mardi.

Sur sa lancée depuis pratiquement le début de la saison, le RCK (1e, 28 pts) est appelé à préserver sa dynamique, face à un concurrent direct pour l'accession. MCB Oued Sly (3e, 20 pts), traversé une belle période, en témoigne sa série en cours de cinq victoires de rang.

Les Koubéens partiront favoris dans leur antre de Benhaddad, mais doivent tout de même rester vigilants face à une équipe de Oued Sly, qui va chercher à réduire l'écart avec le Raed.

Le dauphin le CR Témouchent (2e, 22 pts), auteur de quatre succès de suite, se rendra du



côté de la Mitidja pour défier le WA Boufarik (6e, 17 pts), qui espère confirmer son réveil sur ses bases, après deux victoires consécutives.

Sans la moindre victoire depuis quatre journées, le MC El-Bayadh (3e, 20 pts) n'aura plus droit à l'erreur à domicile face à la JSM Tiaret (12e, 12 pts) s'il ne veut pas être distancé par le duo de tête. Après un bon début de saison, le MCEB est en train de marquer le pas au grand dam de ses supporters.

L'USMM Hadjout (10e, 13 pts) mal en pointe affronte l'ES Ben Aknoun (5e, 18 pts) avec l'espoir de renouer avec

le succès. La formation de Hadjout, dos au mur après trois défaites de suite, abordera ce rendez-vous avec l'intention de relever la tête et se relancer.

De son côté, l'ESBA espère confirmer son excellente forme actuelle (13 points sur 15 possibles, ndlr).

Cette rencontre est délocalisée, en raison de la suspension du terrain de l'USMM Hadjout pour deux rencontres.

Dans le bas du tableau, le duel des relégables USM Bel-Abbès (14e, 11 pts) - SKAF El-Khemis (15e, 3 pts) sera âprement disputé, alors que la lanterne rouge le SC Aïn Defla (18e, 1 pt) va chercher

à signer son premier succès de la saison à la maison face au MC Saïda (6e, 17 pts).

Centre-Est : favorable à la JSBM

Dans le groupe Centre-Est, la JS Bordj Menaïl, leader avec deux points d'avance sur son dauphin USM Annaba (2e, 23 pts), sera certainement le grand bénéficiaire de cette journée, en recevant la lanterne rouge le CABB Arreridj (15e, 6 pts), dans un match qui devrait revenir aux locaux.

L'USMA aura à cœur de rester au contact des «Coquelicots», en effectuant un déplacement périlleux pour défier la JSM Skikda (6e, 17

pts), qui semble avoir le vent en poupe, en alignant quatre succès de rang.

Le choc du haut du tableau se jouera au stade de Teleghma, entre la formation locale (4e, 20 pts) et l'USM Khenchela (3e, 22 pts), dans un duel qui s'annonce indécis et ouvert à tous les pronostics.

De son côté, le CA Batna (4e, 20 pts), qui aspire à rejoindre le podium, devra faire face à une formation de l'AS Aïn M'lila (7e, 15 pts), sommées de réagir après une mauvaise série de deux défaites et un match nul.

Le MO Béjaïa et l'US Chaouia, logés ensemble à la 8e place en compagnie de la JSM Béjaïa, avec 14 points chacun, ne devront pas rencontrer de difficultés pour venir à bout respectivement de l'IB Lakhdaria (15e, 6 pts) et l'IRB Ouargla (12e, 12 pts).

Enfin, la JSM Béjaïa, battue lors de deux dernières journées, dont une à domicile face à la JS Bordj Menaïl (2-3), se rendra à Constantine pour défier le MOC (13e, 9 pts), avec la ferme intention de réagir.

SEYB

NATIONAL

SEYB

CHELSEA - LIVERPOOL (2-2)

Les Blues et les Reds se quittent sur un nul

Le choc du week-end en Premier League, opposant Chelsea à Liverpool, s'est soldé sans vainqueur. Un résultat qui fait les affaires de City.

Chelsea et Liverpool s'affrontaient ce dimanche dans une rencontre au sommet du championnat anglais. Une rencontre à gagner à tout prix pour rester au contact de Manchester City. Mais, au final, il n'y a pas eu de vainqueur et les Sky Blues ont désormais un boulevard pour aller chercher un nouveau titre de champion.

La révolte spectaculaire des Blues

Chelsea a produit une superbe réaction en première mi-temps pour sauver le score de parité. Alors qu'ils étaient menés deux à zéro. Les hommes de Thomas Tuchel se sont révoltés en scorant deux fois en trois minutes juste avant la pause.

Liverpool semblait en passe de devenir le principal challenger de la couronne de City grâce aux buts de Sadio Mané, qui a échappé à un carton rouge à la première minute pour



un coup de coude sur Cesar Azpilicueta, et de Mohamed Salah. Avec ce break au bout de 26 minutes, on pensait les Merseysiders partis pour remporter cette affiche haut la main.

Mais Chelsea, qui se produisait pourtant sans Romelu Lukaku, a donc réalisé un come-back

fulgurant. Mateo Kovacic a amorcé le réveil des siens en signant une remarque volée de l'extérieur de la surface. Puis, dans la foulée, c'est Christian Pulisic qui a marqué pour les Londoniens à la faveur d'un joli lob. Le Stamford Bridge s'enflamma à ce moment-là.

Une deuxième période moins

animée

Chelsea et Liverpool se rendaient coup pour coup et tout était réuni pour que la seconde période soit encore plus enflammée, avec beaucoup d'engagement et d'entrain dans les deux camps. Mais, les arrêts inspirés de Caoimhin Kelleher et

d'Edouard Mendy après la pause ont fait que le butin a été finalement partagé.

Avec ce résultat, Chelsea reste deuxième, 10 points derrière City, un point et une place devant Liverpool, troisième, qui a disputé un match de moins que ses deux concurrents pour le titre.

CHELSEA

Romelu Lukaku décidé à partir ?

Le buteur belge serait décidé à quitter Chelsea et aurait même déjà choisi sa future destination.

Romelu Lukaku est au centre d'une tempête médiatique Outre-Manche. L'interview de l'international belge accordée à Sky Italia la semaine dernière et surtout ses propos sur sa mauvaise utilisation par Thomas Tuchel et ses envies de retourner à l'Inter Milan dans le futur ont mis l'ancien buteur de Manchester United et d'Everton dans un beau pétrin. L'agitation médiatique autour de son cas a poussé Thomas Tuchel à se passer de ses services pour le choc contre Liverpool.

Le technicien de Chelsea qui a voulu protéger son groupe avant ce choc de Premier League, a indiqué qu'il rencontrera son attaquant belge ce lundi afin de faire le point avec lui sur sa situation et certainement de décider s'il effectuera son retour, ou non, dans le groupe



pour le prochain match des Blues contre Tottenham. Mais ce feuilleton risque de laisser de lourdes traces à Chelsea.

En effet, en Italie, un départ de Romelu Lukaku est d'ores et déjà évoqué. D'après la Gazzetta dello Sport, l'ancien buteur de l'Inter Milan n'est pas content du côté de Stamford Bridge et souhaiterait faire ses valises. Mais ce n'est pas tout. Le principal intéressé saurait déjà où il souhaite rebondir

: du côté de Tottenham, où il pourrait retrouver son ancien entraîneur, Antonio Conte, avec qui il a cartonné en Lombardie la saison dernière. **Lukaku veut déjà claquer la porte ?**

Un choix loin d'être anodin. D'autant plus que Romelu Lukaku voulait rester à l'Inter Milan cet été, avant de finalement céder à la tentation de revenir à Chelsea, mais le départ de son entraîneur a

très certainement facilité son propre départ du champion d'Italie en titre. Nul doute qu'Antonio Conte aurait tout fait pour retenir le buteur belge s'il était resté à l'Inter Milan.

La Gazzetta dello Sport n'en dit pas vraiment plus sur d'éventuelles discussions entre les deux clubs londonien, puisqu'il s'agirait pour l'instant avant tout d'un désir de l'attaquant belge plus que d'une volonté des Spurs de débaucher

Romelu Lukaku à Chelsea. Toutefois, cette opération s'annonce compliquée si jamais cette information devait se confirmer.

Des retrouvailles avec Conte ?

En effet, Chelsea a misé une grosse somme sur Romelu Lukaku et sera peu enclin à le laisser filer aussi vite et aussi facilement. D'autant plus que les Blues le laisseront difficilement rejoindre un club rival, comme c'est le cas de Tottenham. Encore moins en prenant en compte que Chelsea était intéressé par Harry Kane l'été dernier, mais que Daniel Levy ne voulait absolument pas le vendre à un rival londonien. Il est peu probable que Romelu Lukaku parte cet hiver, et encore moins qu'il ne rejoigne Tottenham, mais attention, si la situation entre le Belge, Chelsea et Thomas Tuchel s'envenime, rien n'est impossible.



Tesla rappelle près de 500.000 Model 3 et Model S pour des coffres potentiellement dangereux

Coup dur pour Tesla en cette fin d'année. Le fabricant de véhicules électriques Tesla a engagé le rappel aux États-Unis de près d'un demi-million de Model 3 et de Model S en raison de problèmes liés aux coffres des véhicules. Des documents ont été transmis le 21 décembre à l'agence de sécurité routière américaine, la NHTSA, qui a pris acte de ce rappel. Au total, 356.309 Model 3 et 119.009 Model S sont concernés par cette procédure.

Le coffre des Model S susceptible de s'ouvrir inopinément

Dans le cas des Model 3, Tesla indique que « l'ouverture et la fermeture répétées de la porte du coffre sont susceptibles de provoquer l'usure excessive du câble coaxial » connecté à la caméra de recul, ce qui risque de rendre la caméra indisponible pour le conducteur.

Quant au Model S, le problème potentiel vient du mauvais alignement d'un des loquets

du coffre situé à l'avant du véhicule. « Le coffre avant est susceptible de s'ouvrir inopinément et d'obstruer la visibilité du conducteur, ce qui augmente le risque d'accident », précise Tesla.

Une réparation gratuite ?

L'entreprise estime que 1 % des Model 3 et 14 % des Model S rappelés présenteront le vice de fabrication. Pour remédier au problème des Model 3 affectés, Tesla envisage d'installer gratuitement un nouveau harnais et un nouveau protège-câble.

Pour les Model S, le constructeur estime qu'un simple repositionnement du loquet de sécurité est suffisant. Les clients ayant payé pour cette opération avant le rappel ne devraient pas être remboursés, précise Tesla. Le fabricant automobile a souligné que ce défaut potentiel n'avait, à sa connaissance, provoqué aucun accident ou blessure.



Amazon plie devant le gouvernement chinois et ne met que des avis positifs sur livre de Xi Jinping

Amazon a déjà connu plusieurs déconvenues par rapport aux notations des articles en vente, étant donné que plusieurs vendeurs achetaient les bonnes notes des consommateurs en échange de certains avantages, comme des chèques-cadeaux. Désormais, le site est à nouveau pointé du doigt car il a conclu un accord plutôt étonnant avec le gouvernement chinois.

En effet, un recueil contenant divers textes et discours du président chinois Xi Jinping a été mis en vente et, depuis deux ans, l'État chinois a obligé Amazon à supprimer tous les avis inférieurs à 5 étoiles (ce qui équivaut à la note maximale).

Le Times rapporte que cette

décision a été prise suite à la publication d'une note inférieure par un client. Dès lors, le gouvernement a fait pression pour la faire disparaître. Amazon a plié et a accepté de filtrer les notes.

Aujourd'hui, sur le site, aucun commentaire ou notation n'apparaît au sujet de ce livre.

La défense d'Amazon

Pour se justifier, Amazon affirme avoir conscience de la particularité de cette situation mais se défend en expliquant s'adapter aux règles de chaque pays. Pour la Chine, le groupe évoque notamment, comme le rapporte Reuters, « le contrôle idéologique et la propagande » qui seraient « au cœur de la stratégie du parti communiste pour atteindre et maintenir son



succès ». Amazon ne prend pas parti et précise : « Nous ne jugeons pas si c'est bien ou mal ».

Ce n'est pas la première fois qu'un grand groupe accepte de faire des modifications

pour correspondre aux règles imposées par l'État chinois. En effet, Apple a dans ce sens adapté certaines conditions du partage des données personnelles.

En Bref...

Tout comme Samsung et TCL, Microsoft imagine un smartphone pliable en trois volets. Un brevet décrit le concept de Microsoft avec un mobile doté de trois écrans à charnière.

Samsung est parvenu à rendre les smartphones pliables un peu plus populaires et accessibles. Le Coréen semble maintenant vouloir aller un peu plus loin avec des smartphones capables de se plier en trois éléments. C'est également la proposition de Microsoft avec un brevet identifié par PatentlyApple et accordé par l'USPTO le 23 décembre dernier. Contrairement à Samsung, le géant de l'informatique n'est pas particulièrement convaincu par les smartphones à écran pliable. Il leur préfère l'assemblage d'écrans articulés par une charnière. C'est ce que la marque avait déjà présenté avec son Surface Duo.

Avec son brevet, Microsoft décrit un smartphone doté cette fois de trois écrans distincts articulés par des charnières. L'appareil se replie tel un accordéon avec l'un des écrans à l'extérieur. Ce procédé permettrait de compenser l'absence d'écran externe que l'on connaît avec le Surface Duo. Celui-ci se limite à l'affichage des seules notifications.

Vers un Surface Trio ?

Une fois déployé, on obtiendrait une tablette d'environ une dizaine de pouces. D'après le brevet, la forme du smartphone lui permettrait de n'exploiter au choix que deux des trois écrans. Dans tous les cas, et contrairement au Galaxy Z Fold 3 de Samsung, un tel mobile n'est certainement pas fait pour tenir dans la poche d'un pantalon, même fermé. L'épaisseur conférée par trois écrans superposés est importante et affiner les châssis viendrait fragiliser l'ensemble. De même sur le brevet, la présence d'un module photo n'est pas évoquée. Celui-ci viendrait contribuer à épaissir l'ensemble.

Pour le coup, tout comme chez Samsung, ou encore TCL, ces concepts de triple écran ne sont pour le moment que des tâtonnements de la part des constructeurs et ne verront peut-être jamais le jour. Il faut dire que le smartphone pliable en deux se cherche toujours malgré de gros progrès.



Comment limiter les pesticides et les nitrates dans les repas de bébé ?

Les bébés sont plus sensibles que les adultes aux polluants contenus dans l'alimentation, tels que les pesticides et les nitrates. Dans quels aliments les trouve-t-on ? Petits pots ou préparations maison, comment les préserver au mieux de ces substances chimiques ? Toutes les réponses avec nos spécialistes. Les premiers mois de sa vie, bébé se nourrit exclusivement de lait maternel ou de lait infantile. Puis, lors de la diversification alimentaire, il se familiarise avec de nouveaux aliments, de nouvelles textures, de nouveaux goûts... Mais aussi de nouvelles substances chimiques, qui accompagnent aujourd'hui la plupart des aliments non biologiques que l'on trouve dans les rayons de supermarché. Comment limiter ces polluants dans l'alimentation de bébé ?

Les pesticides et les nitrates, c'est quoi ? Dans quels aliments les trouve-t-on ?

Les nitrates
Le nitrate est une substance chimique naturelle ajoutée dans les aliments, souvent utilisé comme agent de conservation. «Les sels de nitrite et de nitrate sont couramment utilisés pour préserver la viande et d'autres produits périssables», écrit l'EFSA (European Food Safety Authority) dans son article «Nitrites et nitrates ajoutés aux aliments» (Source 1). On trouve donc des nitrates dans la viande (pour préserver sa couleur rouge et lui donner sa saveur), dans certains fromages (pour gonfler pendant la fermentation), et dans certains légumes. «Il peut également pénétrer dans la chaîne alimentaire en tant que contaminant environnemental dans l'eau, en raison de son utilisation dans les pratiques agricoles intensives, dans la production animale et la décharge des eaux usées», ajoute l'EFSA.

Les pesticides

Les pesticides sont des substances chimiques ajoutées dans certaines aliments. On



en trouve dans les fruits et légumes non biologiques. «On utilise des pesticides pour protéger les cultures des insectes, des mauvaises herbes, des champignons et d'autres nuisibles», note l'OMS (Organisation mondiale de la santé) dans son article «Résidus de pesticides dans les aliments» (Source 2). Ils jouent un rôle conséquent dans la production alimentaire. Les pesticides sont potentiellement toxiques pour les êtres humains et peuvent avoir «des effets sanitaires chroniques et aigus, selon le niveau et la voie de l'exposition». Aucun individu ne devrait être exposé à des quantités «dangereuses», avertit l'OMS. Ainsi, «leur production, leur distribution et leur utilisation doivent faire l'objet d'une réglementation et d'un contrôle stricts».

Pesticides et les nitrates : quels sont les risques pour bébé ?

La physiologie particulière des bébés les rend plus vulnérables à certaines substances. «Les fonctions digestives mûrissent durant la première année», précise Catherine Bourron-Normand, diététicienne spécialisée en pédiatrie. «La flore colique du nourrisson est immature, son transit est rapide. Il y a aussi une immaturité des sels biliaires et une carence en sécrétion d'amylase destinée à digérer l'amidon». Les contaminants se répandent ainsi plus vite dans le corps d'un enfant.

Ainsi :
• Une alimentation trop riche en nitrates peut entraîner une méthémoglobinémie, caractérisée par une insuffisance d'oxygène dans le sang ;
• «Ce que l'on peut craindre des pesticides, c'est d'abord un effet sur le développement psychomoteur», informe le Dr Robert Barouki, biochimiste-toxicologue. «D'autres effets sont évoqués sur la puberté, la fertilité, le poids...». Que faut-il mettre en œuvre afin que les purées, les compotes ou encore les petits pots de bébé que l'on trouve dans les rayons de supermarché soient les plus saines possible ?

Aliments pour les nourrissons et enfants en bas-âge : quelle réglementation ?

De manière générale, les aliments destinés aux enfants de moins de 3 ans (laits infantiles, petits pots, laitages spécifiques, etc.) obéissent à une réglementation très stricte. En vigueur depuis 1976, la loi «exige que les aliments de l'enfance soient sans conservateurs, sans colorants et sans édulcorants», précise Magali Bocquet, secrétaire générale du Secteur français des aliments de l'enfance. «La directive 2006/125/CE1 (...) impose une limite maximale commune pour la plupart des pesticides et résidus de pesticides, fixée à 10 µg/kg», note l'ANSES (Agence nationale de sécurité

sanitaire de l'alimentation de l'environnement et du travail) dans son avis relatif à l'actualisation des repères alimentaires du PNNS pour les enfants de 0 à 3 ans (Source 3). Ce que confirme Magali Bocquet : «les seuils de tolérance aux nitrates et aux pesticides sont bien plus sévères que pour les produits de consommation courante : ils sont proches de zéro. On compte 10 fois moins de nitrates et 500 fois moins de pesticides». Ainsi, les teneurs en pesticides doivent être inférieures à 4 à 10 microgrammes par kilo d'aliments.

Une liste restreinte d'additifs

«Une liste restreinte d'additifs autorisés est prévue par l'arrêté du 2 octobre 1997», ajoute l'ANSES. «Concernant les additifs que l'on peut trouver dans les petits pots, seuls 53 sont autorisés contre 400 dans l'alimentation courante», explique Magali Bocquet. On trouve surtout des correcteurs d'acidité, des poudres à lever (carbonates d'ammonium, tartrates de potassium...), des arômes naturels (mais aucun arôme artificiel !). En fait, la réglementation impose que tout ingrédient qui entre dans la composition d'une compote, d'une purée, d'un petit plat... soit mentionné sur l'étiquette. En plus du cadre réglementaire spécifique, les aliments infantiles sont soumis à de nombreux contrôles.» Pas moins de 100 sur les matières

premières, 5 sur les matériaux d'emballage, 50 sur le produit en cours de production et 10 sur le produit fini».

Comment préparer des plats maison les plus sains possible pour son bébé ?

Quand on confectionne soi-même des petits plats pour son enfant, on évite dans la mesure du possible les aliments les plus à risque de contenir des polluants.

• Parmi les fruits et légumes : l'Environmental Working Group (EWG) publie chaque année une liste des aliments les plus chargés en pesticides : fraises, épinards, chou kale, nectarine, pomme, raisin, cerise, pêche, poire, poivron, piment, céleri et tomate pour l'année 2021. À cette liste, l'EFSA ajoute la laitue concernant la teneur en nitrates ;

• Parmi les poissons : l'ANSES déconseille, pour les enfants de moins de 30 mois, la consommation de lamproie, d'espadon, de marlin... en raison de leur teneur en métaux lourds. Il ne faut pas dépasser la dose de 150 g par semaine pour le loup de l'Atlantique, la bonite, le grenadier, la dorade, le mullet, la raie, le thon...

Il n'est évidemment pas question de renoncer aux préparations «maison», mais il faut en revanche prendre certaines précautions. On suivra avec profit les conseils de Catherine Bourron-Normand :

• «D'abord, il faut choisir des fruits et des légumes sans tache, sans pourriture, sans odeur désagréable ou anormale. Préférer les produits bios si possible» ;

• Ensuite, vérifier l'origine sur l'emballage : les normes sont plus strictes en Europe qu'en Asie par exemple ;

• Enfin, bien laver les fruits et légumes avant de les éplucher à travers une passoire pour qu'ils ne trempent pas, et à l'eau tiède, qui dissout davantage les substances. Bien les éplucher, puis les relaver à l'eau froide.



Cette couleur de rouge à lèvres que vous verrez partout cet hiver

Avec le manque de soleil en hiver, notre teint est terne et mérite bien un peu de couleur. Si vous n'aviez pas encore trouvé comment faire, voici la teinte de rouge à lèvres hyper tendance à adopter maintenant.

De nombreuses tendances maquillage ont fait leur apparition en 2021, comme le «under eye makeup», l'eye-liner graphique ou encore le rouge à lèvres pailletés. Pour clôturer cette année, c'est cette fois-ci cette couleur de rouge à lèvres que tout le monde s'arrache.

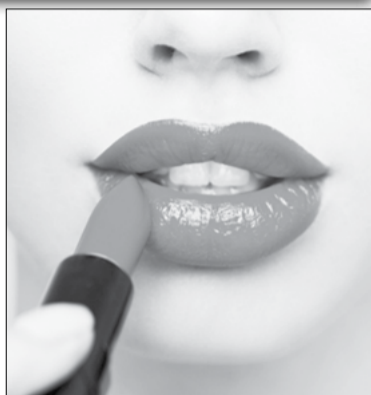
Ce n'est plus une surprise, l'année 2021 était à l'expérimentation en matière de maquillage. Même si la tendance du «clean look» fait son grand retour, il reste encore un bon nombre d'adeptes des looks originaux et audacieux.

Avec l'hiver, difficile de main-

tenir une bonne mine et un teint éclatant, c'est pour cela qu'on recherche à tout prix à donner un peu de peps à notre maquillage. Pour cela, rien de mieux que des couleurs électriques et originales, comme le rouge à lèvres orange, qui promet d'être sur toutes les lèvres cet hiver.

Qui peut porter de l'orange ?

L'avantage de cette couleur, c'est qu'elle va à toutes les carnations. C'est une teinte flatteuse qui se décline en plusieurs sous tons, pour que chacun y trouve son compte. En effet, pour choisir l'orange qui vous ira, il faut déjà mesurer la quantité de sous tons jaunes que votre teinte de peau possède. Plus votre peau est hâlée et dorée, plus votre orange devra virer vers le jaune. Pour les peaux avec des sous tons roses, il faudra donc faire le



contraire et adopter un orange avec très peu, voir aucun tons jaunes, comme le corail.

L'orange est une couleur qui se décline également en plusieurs matières. Que ce soit en baume, en rouge à lèvres, en encre ou en gloss, vous y trouverez votre bonheur ! Les rouges à lèvres et les encres auront tendance à être très pigmentés et intenses, alors que les gloss et baumes teintés seront plus légers. Tout dépend donc du résultat souhaité !



Délice du jour

Tlitli en salade

Ingrédients du Tlitli en salade:

Tlitli

eau

huile d'olive

sel

maïs

tomate coupée en brunoise

poivre en couleurs découpés en petits morceaux

oignon coupé

persil haché

jus de citron

mayonnaise

noix

oufs durs

Instructions:

Dans un récipient mettre l'oignon, tilitil, poivrons, maïs, tomate, persil et bien mélanger

Ajouter le jus de citron et un filet d'huile d'olive



Saler et poivrer puis bien mélanger

Ajouter la mayonnaise. Dans un moule, verser la préparation et bien tasser

Ajouter les blanc d'oufs durs râpés puis renverser délicatement le moule sur une assiette plate. Ajouter les jaune

d'oufs rappés sur toute la surface. A l'aide d'une poche à douille, décorer avec la mayonnaise

Décorer avec les noix

Bon Appétit

Diversification alimentaire

Par quels aliments commencer ?

La diversification alimentaire débute entre 4 et 6 mois. Quels aliments éviter et quels fruits et légumes lui proposer en premier ? Les réponses à toutes vos questions avec le Dr Eric Saban, pédiatre.

Diversification alimentaire : À quel âge ?

La diversification alimentaire s'effectue entre 4 et 6 mois. Si l'on attend trop, l'enfant risque d'avoir du mal à manger à la cuillère. Mais cela dépend aussi des antécédents familiaux d'allergies, respiratoire, digestive ou cutanée (asthme, rhinite ou conjonctivite allergique, eczéma, allergie alimentaire, etc.). Ainsi, si l'un des deux parents est allergique, mieux vaut débiter à 5 mois. Si les deux parents le sont, commencez plutôt à 6 mois.

Diversification tardive : à 7 mois, il n'a pas encore commencé, est-ce grave ?

Si la diversification se fait tardivement, après 7 mois par exemple, les différentes étapes peuvent se faire de façon accélérée, tous les 15 jours au

lieu de tous les mois. L'enfant rattrapera alors le rythme normal au plus tard en deux mois. Si votre enfant est nourri au biberon, il n'y a pas de conséquence néfaste sur sa santé, car les apports en fer et en calcium sont respectés. En revanche, si vous allaitez au sein depuis sa naissance jusqu'à 7-8 mois, il peut y avoir un risque d'anémie avec une carence en fer, ayant pour conséquences une baisse de l'immunité, de la fatigue, de l'apathie, une moindre vivacité, et une augmentation du risque infectieux, surtout si votre bébé est placé en crèche.

Diversification alimentaire : comment commencer ?

La diversification alimentaire commence par l'introduction progressive des légumes et des fruits dans l'alimentation de bébé.

Au départ, privilégiez les petits pots (130 grammes) en raison de leur consistance semi-liquide, voire des purées surgelées aux légumes. Cela permet notamment d'éviter les grumeaux présents dans les compotes préparées

«maison». Au bout de 10 à 15 jours, lorsque votre bébé se sera habitué à la cuillère, vous pourrez lui préparer des purées «maison», à l'aide d'un mixeur.

Les légumes et les fruits doivent être proposés à l'enfant, à raison d'un produit à la fois, afin de prévenir le risque d'allergie alimentaire. En effet, en cas de rougeurs autour de la bouche par exemple après la consommation d'un mélange de légumes, il serait difficile alors de déterminer l'aliment responsable de l'allergie.

Utilisez une cuillère en plastique, plus douce pour bébé que la cuillère métallique.

Quels légumes privilégier au début de la diversification alimentaire ?

Pour bien débiter, favorisez la prise de légumes verts (riches en fer), comme les haricots verts, les artichauts, les épinards, les courgettes, les brocolis et les petits pois, 5 à 6 fois par semaine. La carotte comme le potiron, sont pauvres en fer, mais leur petit goût sucré plaît aux bébés.



N'hésitez pas donc à leur en proposer de temps en temps, à raison d'une à deux fois par semaine.

Diversification alimentaire : quels fruits donner à bébé ?

En ce qui concerne les fruits, optez pour des fruits jaunes : pommes, poires, coings, bananes, pêches, abricots, oranges, clémentines et mandarines...

Diversification alimentaire: Quels aliments selon son âge?

Les fruits rouges sont contre-indiqués avant l'âge de 6-7

mois, et les fruits exotiques avant l'âge d'un an (car ils sont potentiellement allergisants).

Les pommes de terre conviennent aux bébés à partir de 6 mois.

La viande pourra être introduite entre 6 et 7 mois,

Les morceaux tels qu'un croûton de pain ou un boudoir peuvent être proposés vers 9 mois, tout comme les petites pâtes.

Rappelons que le miel ne doit pas être donné à bébé avant un an



Pierre Rabhi

Un humaniste doté d'un écrivain généreux et altruiste

Sara Boueche

Un humaniste doté d'un écrivain généreux et altruiste... Pierre Rabhi nous a inculqué un mode de consommation bio, une nourriture saine et sans pesticides que chacun pourrait expérimenter et adopter à son niveau.

PIERRE RABHI naquit dans l'oasis de Kenadsa, en Algérie. Son père était forgeron, musicien et poète. Il forgeait les outils des paysans, et ferrait leurs bêtes. Puis une mine de charbon fut ouverte non loin de là. Les paysans abandonnèrent le travail de la terre et allèrent dans la mine. Resté sans travail, le père de Pierre Rabhi fut forcé de les suivre. Le jeune



Pierre voyait son père arriver le soir, épuisé, le visage noir de charbon, ayant perdu sa fierté d'homme du fer. Ce père lui dit un jour - la solution ne se trouve plus entre mes mains.

Et Pierre fut confié à un couple d'instituteurs français.

En France, Pierre Rabhi, d'abord ouvrier, finit par s'installer avec sa femme dans l'Ardèche, pour travailler la terre, à la force du corps. Sans électricité, sans eau courante, ils vécurent longtemps avec le seul bonheur du silence, de l'air pur,

de la beauté âpre de l'endroit. Ils purent vivre de leur ferme après 15 années de labeur, et accueillir des néoruraux, des élèves, des curieux intéressés par la vie dans la nature, l'écologie, l'agriculture propre.

Pierre Rabhi animait des conférences très suivies où il développait ses idées sur l'agroécologie, la sobriété heureuse. Il mettait en garde sur le danger de la pollution des terres et des eaux par les produits chimiques de toutes sortes, notamment les herbicides, insecticides, les engrais de synthèse, etc.

Pierre Rabhi était persuadé que le bonheur ne peut s'acheter dans les supermarchés, ne se trouve pas dans la course effrénée vers les richesses. L'homme

doit d'abord apprendre à se connaître.

Agriculteur, écrivain, philosophe, conférencier, cet homme cultivait l'amour de la nature, de la vie sous toutes ses formes. Il n'assujettissait pas ses idées à la promotion de sa personne, chose rare par les temps qui courent. Dans sa face d'ascète brillait la vaste étendue de son intelligence.

Il disait :

- Il nous faudra répondre à notre véritable vocation, qui n'est pas de produire et de consommer jusqu'à la fin de nos vies, mais d'aimer, d'admirer et de prendre soin de la vie sous toutes ses formes.

Pierre Rabhi, l'homme de la terre a rejoint la terre qu'il a tant aimée.

Il y a six ans disparaissait René Vautier, figure du cinéma militant

Le cinéaste français et militant anticolonialiste, René Vautier, disparu en 2015 à l'âge de 90 ans, a marqué son engagement pour la cause algérienne à travers ses films en faveur de la Guerre de libération et le combat des Algériens pour l'indépendance. Diplômé de l'Institut des hautes études cinématographiques (IDHEC) en 1948, René Vautier a baigné dès son jeune âge dans le cinéma en utilisant sa caméra au service des mouvements de libération de son époque, notamment la Révolution algérienne de 1954 contre l'occupation française.

En 1950, il réalise son premier, «Afrique 50», premier film anticolonialiste français diffusé clandestinement qui sera interdit pendant plus de 40 ans.

Au déclenchement de la guerre de libération, en 1954, il sort «Une nation l'Algérie», un film consacré à l'histoire de la conquête de l'Algérie par les forces coloniales qui sera interdit et vaudra au cinéaste une condamnation pour atteinte à la sûreté intérieure de la France.

Début 1962, René Vautier retourne en Algérie et crée le Centre audiovisuel d'Alger, une structure destinée à former les futurs cinéastes et techniciens de l'Algérie indépendante qu'il dirigera jusqu'à son départ en 1966.

Il réalise en 1963 «Un peuple en marche», un film qui passe en revue la Guerre de libération, le parcours de l'Armée de libération nationale (ALN) et l'effort populaire de reconstruction du

pays après le recouvrement de l'indépendance.

En 1972, son film «Avoir vingt ans dans les Aurès», obtient le Prix international de la critique du festival de Cannes.

En 1984, il fonde «Images sans chaînes», une société de production indépendante puis continue à tourner entre la France et l'Algérie, principalement des documentaires films sur l'immigration et la citoyenneté française comme «Immigration Amiens».

D'autres films suivront, toujours dans le même élan engagé du cinéaste, notamment «Les Trois cousins» (1970), une fiction tragique sur les conditions de vie des Algériens à la recherche d'un travail en France et «Vous avez dit français ?» (1986), une



réflexion sur la citoyenneté et l'immigration en France.

En reconnaissance à son parcours de cinéaste militant et engagé en faveur de la cause algérienne, la Cinémathèque algérienne a rendu hommage à René Vautier à l'occasion du 60e anniversaire du déclenchement de la lutte armée pour l'indépendance.

En 2018, René Vautier a été décoré, à titre posthume, de la médaille l'«Ordre national» pour sa participation à la Guerre de libération et sa contribution, aux côtés d'autres cinéastes et photographes étrangers, à la naissance du cinéma algérien.

Angola : Des Afro-Américains se ressource au Musée de l'Esclavage

Depuis quelques années, un bon nombre d'afro américains à la recherche de leur origines se tournent vers le continent africain en quête de réponses.

Descendant d'esclaves arrachés à leurs terres au temps de la traite négrière, pour beaucoup d'entre eux, leur identité se résume à des histoires de familles transmises

de génération en génération.

Dans cette démarche, la famille Tucker des Etats-Unis, est venue en Angola visiter le célèbre Musée de l'esclavage de Luanda. Depuis longtemps, ils souhaitent retracer leur identité et réécrire leur propre histoire qui a commencé en 1619, sur les rives de l'État américain de Virginie.

Mme Tucker, qui vit aujourd'hui en Virginie, a souligné l'importance de sa visite et de celle d'autres membres de sa famille pour favoriser les relations entre l'Angola et les États-Unis, en jetant un pont de compréhension et en contribuant à élargir le récit de la traite des esclaves du point de vue angolais.

«Nous sommes les descendants du premier enfant noir de parents angolais, né dans les colonies anglaises. à l'époque, nous ne le savions pas. Il y a un pouvoir dans le fait de connaître notre identité, à un pays. Beaucoup d'Afro-Américains ne connaissent pas leur pays d'origine, leur patrie. Ils ne peuvent pas faire

ce lien. Et en continuant à venir et à forger ces relations, nous construisons des ponts» a déclaré, Wanda Tucker.

En 2011, le président Barack Obama a fait de la zone où ils sont arrivés un monument national afin que son histoire soit préservée.



«Sagesse de l'homme bleu»

Extrait choisi par Sara Boueche

Extrait du livre «Sagesse de l'homme bleu»

De l'Amenokal Alhavi

L'homme bleu recommença à lisser le sable.

Il dessina sur la surface plane un petit cercle,

puis un cercle plus grand, à l'intérieur duquel il traça plusieurs circonférences.

- Lorsque tu marches dans le désert, reprit-il en pointant son doigt sur le petit cercle, tu rencontres souvent des ossements.

Certains viennent des temps reculés, quand les hommes d'hier habitaient ce monde.

De loin, quand on aperçoit ces gros cailloux blancs, personne n'imagine qu'ils étaient entourés de chair et qu'ils portaient un animal.

C'est cela le grand mouvement de la vie,

le passage de la chair à la pierre et au sable.

L'homme bleu planta son doigt au centre du petit cercle.

- Ce n'est pas de cela que je voulais te parler, mais seulement te dire que quand un animal

ou un homme s'éloigne des autres, il devient une proie et bientôt son corps est comme un tas de pierres sèches.

Les rapaces ont nettoyé sa charogne jusqu'au dernier morceau de chair.

Quand les hommes ne sont pas rassemblés

dans une famille, un clan, une tribu, un peuple, ils sont perdus. De son doigt, il montra le grand cercle.

- Les voilà ensemble, dit-il.

Si un jour, demain ou un autre jour, à ton prochain voyage, si tu sens le besoin de revenir...

Il s'interrompit.

- Car on éprouve toujours le désir de retrouver le désert.

On a eu les lèvres éclatées, les

orteils déchirés par la poussière tranchante, les talons percés de plaies, on a dormi recroquevillé.

Mais celui qui est venu n'oublie pas.

Il s'est couché sous les étoiles, et elles ne brillent jamais plus fort qu'au-dessus du désert.

La nuit n'est nulle part aussi noire et aussi brillante, et c'est ici que tu entends le silence.

Le désert est le seul lieu du monde où l'on reste propre sans se laver,

et cela des mois durant. Le vent et le sable nettoient jusqu'à l'os.

Ils arrachent la peau.

Ils laissent l'homme nu, comme écorché.

Ou son âme est forte, et il ose regarder ce qu'il est, ou bien il se lamente.

Il parle et sa bouche devient sèche.

Les puits sont loin.

Alors, il court, seul.

Il abandonne les siens,

et les rapaces commencent à le suivre.

D'abord ils volent très haut, autour de lui, puis, au fur et à mesure que son allure faiblit, ils se rapprochent.

Et quand il tombe, ils sont là, à battre des ailes et à crier autour. Bientôt, ils se posent sur ses épaules

et commencent à le picorer, crevant ses yeux à coups de bec, enfonçant leurs serres dans la peau.

Il avait en parlant éloigné son doigt du grand cercle.

- Toi et les tiens, vous êtes comme cet homme-là.

Dans vos pays, l'eau coule comme si les sources ne pouvaient jamais se tarir.

Vous ne pouvez rester une heure sans vous laver.

Et vous êtes sales.

L'air que vous respirez apparemment ne brûle pas la peau.

Et pourtant il y a sur votre visage et sur vos mains,

à l'intérieur de votre corps, une couche noire, et c'est pour cela qu'il vous faut de l'eau.

L'homme bleu se frotta les mains, comme s'il les lavait.

- Mais vos mains restent couvertes de cette couche noire, même quand votre peau semble blanche.

Ici, celui qui croit aux apparences meurt.

Celui qui ne marche pas aux côtés des autres devient charogne.

Celui qui ne prête pas sa main pour aider l'autre se condamne à ne pas être secouru.

Et chacun sait qu'il aura un jour besoin de quelqu'un.

L'homme bleu secoua la tête, ce qu'il ne faisait que rarement tant il était économe de chacun de ses gestes,

de chaque mouvement de son corps.

- Ici, tu apprends que la solitude est la pire condamnation

dont on puisse accabler un homme.

Elle le conduisit à la mort.

Toi et les tiens, vous croyez pouvoir agir seul, comme des dieux.

C'est pour cela que vous ne priez plus ensemble et que les lieux où jadis vous honoriez Dieu sont vides, comme des puits ou des forts abandonnés.

L'homme bleu ouvrit les mains, montrant ses paumes dont la peau était claire, presque rose.

- Vous avez oublié que l'homme n'est pas Dieu, dit-il, et qu'il est perdu s'il croit qu'il en a les pouvoirs.

Il montra à nouveau toutes les petites circonférences que le grand cercle contenait.

- Si un jour, demain ou un autre jour, reprit-il, tu vas dans une oasis,

tu verras les troupeaux rassemblés.

Ils viennent là pour s'abreuver.



Le sable est recouvert par une couche épaisse de tout ce que les animaux rejettent,

puis piétinent en se pressant les uns contre les autres pour boire. Chaque animal est au côté de son semblable.

Les vaches des tribus peules vont ensemble à l'abreuvoir.

Et il en est de même des moutons,

des chèvres ou des chameaux.

Les animaux de chaque espèce restent entre eux. Il posa la main sur sa poitrine.

- L'homme est différent, continua-t-il.

Tu es ici avec nous, toi qui viens d'ailleurs.

Mais crois-tu que tu puisses devenir un homme du désert ?

Tu as une âme qui est à toi et qui, depuis les hommes d'hier de ton monde, a été sculptée jour après jour.

Si tu y renonces, si tu crois pouvoir changer d'âme comme on change de voile de front et de bouche, tu te trompes.

Il faudra que le vent transforme en sable

toutes les montagnes de l'Aïr, du Tassili ou du Hoggar, pour que les hommes aient oublié ce qu'ils sont, et appartiennent au même troupeau.

Celui qui renonce à sa mémoire

aujourd'hui n'est plus rien qu'un homme seul et perdu.

Le serpent n'est pas une autruche, et tu n'es pas un homme du désert...

L'homme bleu effaça les cercles sur le sable.

Il se redressa. Le vent avait cessé de souffler.

D'un mouvement lent, il rejeta les pans de la tente, et le froid vif se glissa sous le toit.

- Le vent s'est enfui, mais le froid demeure, dit l'homme bleu.

Dehors, dans la voûte noire du ciel, les grandes traînées blanchâtres constituées d'étoiles innombrables partageaient la nuit.

- C'est la grande caravane, indiqua l'homme bleu en les désignant.

Celui qui les a créées a donné aux hommes le moyen de trouver leur chemin. Il s'assit sur le sable, traça du bout du doigt

une longue ligne droite.

- Si tu ne retiens de ma parole que quelques mots, dit-il, que ce soient ceux-ci :

« Marche en avant de toi-même, comme le premier chameau de la caravane ».

Juste pour info...

Située dans la banlieue algéroise de Mustapha Bacha, le monument du Bardo aurait été bâti, à la fin du 18^e siècle, par un riche tunisien exilé « Hadj Ben Omar » afin de servir de résidence d'été pour l'accueil des notables de l'époque.

En 1879, une extension a été construite par le dernier

propriétaire, un Français nommé M. Joret. Celle-ci devait servir d'écuries et de remises.

En 1930, lorsque l'édifice fut inauguré comme Musée de Préhistoire et d'Ethnographie à l'occasion du centenaire du colonialisme en Algérie, le monument du Bardo fut destiné à l'exposition des collections

ethnographiques, tandis que l'extension fut consacrée à la Préhistoire.

Depuis, le Musée du Bardo, nommé ainsi dès sa création et devenu Musée National du Bardo en 1985. Le musée abrite des collections non seulement algériennes mais également étrangères. Généralement,

les objets préhistoriques proviennent des fouilles ou sont acquis dans le cadre d'échange avec les institutions des pays étrangers. Quant aux pièces ethnographiques, celles-ci sont acquises soit par achat ou par des dons.



Tir mortel d'Alec Baldwin

L'acteur se confie dans une vidéo sur Instagram

Une séquence pour le moins introspective. Alec Baldwin a publié une vidéo de 13 minutes sur Instagram samedi dernier dans laquelle il donne des nouvelles de son état émotionnel. L'occasion pour lui de remercier ses fans de continuer à lui envoyer leur soutien. « J'ai eu plus de personnes gentilles, attentionnées et bienveillantes que j'ai eu de personnes malveillantes



à propos de la mort d'Halyna Hutchins », a-t-il insisté. « Cela [le tir mortel] a sûrement été la pire situation dans laquelle je me suis retrouvé, et j'ai bon espoir que les personnes chargées d'enquêter sur toute cette affaire découvrent la vérité dès que possible. Personne ne veut la vérité plus que moi », a-t-il poursuivi. Il a expliqué que même s'il n'est pas du genre à prendre des résolutions pour le

Nouvel An, il espère trouver de meilleurs moyens de faire face à la négativité en 2022. Mieux gérer ses émotions et ne pas se faire détruire par elles. Halyna Hutchins, la directrice de la photographie a été tuée par un tir d'Alec Baldwin lors du tournage de Rust. Elle a été touchée au torse après le déclenchement par Alec Baldwin d'une arme utilisée comme accessoire sur le film.



Tom Holland demande plus de diversité dans les prochains « Spider-Man »

Pour Tom Holland, il serait bon d'apporter un peu de diversité à la franchise Spider-Man. Alors que No Way Home a redonné un coup de fouet au box-office à la fin de l'année en enregistrant des recettes plus que confortables, Marvel et Sony auraient déjà en vue une nouvelle trilogie avec Tom Holland. Toutefois, lors de ses dernières interviews, l'acteur a exprimé quelques réserves concernant le fait de renfiler le costume de l'homme araignée. « Je suis si reconnaissant envers Marvel et Sony pour nous avoir donné cette opportunité, d'avoir continué avec nous tout en permettant à nos personnages

de progresser. Ça a été incroyable. Et c'est pourquoi, même si je ne veux pas dire au revoir à Spider-Man, j'ai l'impression qu'on devrait être prêts à dire au revoir à Spider-Man, a-t-il expliqué à People. Je ne veux pas être responsable d'empêcher la prochaine jeune personne qui va venir et qui mérite (ce rôle) autant que moi. » D'autant que pour ce qui est de son successeur, l'acteur verrait plutôt... une successeuse. Qui croire ? « J'aimerais voir un futur plus divers pour Spider-Man – peut-être avec une Spider-Gwen ou une Spider-Woman, a poursuivi



Tom Holland. On a eu trois (incarnations de) Spider-Man à la suite ; on était tous pareils. Ce serait bien de voir quelque chose de différent. » Des propos qui laissent donc planer le doute sur un retour de Tom Holland dans les prochains Spider-Man. Toutefois, en annonçant récemment la préparation d'une nouvelle trilogie, la productrice de chez Sony Amy Pascal et Kevin Feige ont confirmé le retour de l'acteur. Des propos contradictoires qui devraient laisser planer un suspense à même d'occuper les fans d'ici l'arrivée de la prochaine trilogie.

Ma famille d'abord :

Le personnage de Claire a changé de visage pour d'obscures raisons...



Trois enfants composaient le clan Kyle dans la série «Ma famille d'abord». Trois... ou quatre. C'est à s'y méprendre ! Au bout d'une saison, Jazz Raycole, l'interprète de Claire, a laissé sa place à Jennifer Freeman. La faute à qui ? A sa mère. Dans la famille Kyle, on évoque souvent le cas de Kady, incarnée par Parker McKenna Posey, que les téléspectateurs ont vu grandir au fil des années et qui est désormais une

jeune femme sublime. Mais il ne faudrait pas oublier qu'elle n'était pas la seule représentante féminine du clan. Dans Ma famille d'abord, Janet et Mickael avaient trois enfants, dont Junior... et Claire, que l'on a d'abord découvert sous les traits de Jazz Raycole, puis sous ceux de Jennifer Freeman. Bien sûr, le public se souvient davantage de la deuxième comédienne qui a hérité du rôle. Et pour cause. Jazz Raycole

n'a participé qu'à la première saison du programme imaginé par les frères Wayans, et celle-ci ne comprenait que onze épisodes. Si elle a quitté l'aventure précipitamment, malgré le succès fou de Ma famille d'abord, ce serait... à cause de sa maman. Cette dernière aurait souhaité mettre fin à l'expérience de sa fille de 13 ans puisqu'elle était, selon les équipes de production de la série, en désaccord avec certains choix scénaristiques. La grosseur d'une camarade de

classe de Claire aurait été à la source de ce conflit. Qu'à cela ne tienne : Jazz Raycole a poursuivi sa carrière d'actrice loin de Damon Wayans et Tisha Campbell-Martin, ses parents de fiction. Danseuse professionnelle, elle a été aperçue, dernièrement, dans certains épisodes de Councils of Dads, I Ship It ou The Quad - elle avait même participé à deux épisodes de

The Office. Elle sera à l'affiche, en 2022, de The Lincoln Lawyer. Quant à Jennifer Nicole Freeman, elle a conservé le rôle de Claire Kyle jusqu'au dernier épisode de Ma famille d'abord, de 2001 à 2005 donc. Le changement avait été radical à son arrivée puisque son personnage, une très sage jeune fille, était devenu subitement bien plus frivole.

COVID-19: Lancement de la 3^{ème} campagne de vaccination des personnels de l'Education

Le ministère de l'Education nationale a lancé, dimanche en coordination avec le ministère de la Santé, la troisième campagne de vaccination de son personnel contre la COVID-19, parallèlement à la fin des vacances de l'hiver, a-t-on observé auprès des unités de dépistage et de suivi (UDS) à Alger.

Lors d'une tournée à travers les UDS au niveau de certains établissements éducatifs de la wilaya d'Alger, l'APS a relevé une affluence mitigée du personnel de l'éducation nationale (enseignants, encadreurs, travailleurs) pour

se faire vacciner en réponse à l'appel de la tutelle.

Cette campagne de vaccination contre la COVID-19 coïncide avec le retour des élèves aux bancs de l'école après les vacances de l'hiver pendant 20 jours.

Dr. Fenene Mechri, médecin généraliste spécialiste dans la santé scolaire à l'UDS, a indiqué que le manque d'affluence au premier jour de cette campagne est dû à plusieurs raisons dont la crainte pour se faire vacciner, mettant en avant l'importance de la vaccination qui aide à réduire les complications graves du virus.

Le ministre de l'Education



nationale, Abdelhakim Belabed avait appelé, le weekend dernier, les associations des parents d'élèves à «participer effectivement» à la troisième campagne de vaccination des personnels du secteur pour

préservier les vies et poursuivre les études.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune avait insisté, lors de la réunion du Conseil des ministres du 12 septembre dernier, sur la

nécessité de vacciner tous les personnels du secteur de l'éducation contre la COVID-19 avant la rentrée scolaire.

Le 22 août dernier, le ministère de l'Education a lancé en coordination avec le ministère de la Santé, une large opération de vaccination au profit des personnels du secteur contre la pandémie de la COVID-19, en prévision de la rentrée scolaire 2021/2022.

Pour la réussite de cette opération, 1433 unités de dépistage et de suivi ont été affectées au niveau des établissements scolaires ainsi que 41 services de médecine du travail et 16 centres médico-sociaux.

BOUIRA:

12 individus arrêtés pour trafic de drogue et port d'armes blanches



Douze individus, impliqués dans des affaires de trafic de drogue et de port illicite d'armes blanches, ont été arrêtés par les services de sécurité à Bouira, lors d'opérations sécuritaires menées les 30 et 31 décembre dernier, a-t-on appris, lundi, auprès de la Sûreté de la wilaya.

Selon le chargé de communication de cette institution, le Commissaire Samir Toutah, ces individus, «des jeunes pour la plupart» ont été interpellés lors de 24 interventions effectuées par les services de la police en milieu urbain et suburbain, dans le cadre du plan sécuritaire établi à l'occasion des fêtes de fin d'année.

«Nous avons contrôlé et identifié 547 individus ainsi que 310 véhicules et 11 motocycles», a-t-il précisé, indiquant que dans le cadre de ces opérations de fouille, sept (7) personnes ont été arrêtées pour trafic de drogue et cinq (5) pour port illicite d'armes blanches.

Les mêmes services de sécurité ont également procédé à l'interpellation de deux (2) autres individus pour vente illicite de boissons alcoolisées, selon les détails communiqués par le commissaire Toutah.

Ces opérations ont été menées conjointement avec les services de la gendarmerie nationale, a signalé le commissaire Toutah, ajoutant que «tous les moyens humains et matériels avaient été déployés pour accomplir ce plan de sécurité ayant visé, notamment, des lieux suspects, pour lutter contre les fléaux sociaux».

A noter que dans le cadre du même plan sécuritaire, les services de la sûreté de wilaya et du groupement de wilaya de la gendarmerie nationale avaient renforcé les barrages fixes et autres points de contrôle, ainsi que les patrouilles autour des axes routiers et des lieux d'accueil du public, notamment, à Tikjda.

AIN TÉMOUCHENT:

Sauvetage de 13 pêcheurs au large d'Oulhaça

Les éléments de la protection civile d'Aïn Témouchent, en collaboration avec les gardes-côtes, ont sauvé 13 pêcheurs dont l'embarcation a heurté un rocher au large de la mer, a-t-on appris du directeur de wilaya de ce corps constitué. Le commandant Mourad Bensalem a souligné que les unités de la protection civile des communes d'Oulhaça et Béni Saf sont intervenues



lundi, aux environs de 1h23mn, pour secourir et évacuer 13 pêcheurs dont l'embarcation, longue de 14 mètres, avait heurté un rocher, au large, à une distance de 1,5 km de la plage

rocheuse de Syphax, dans la commune d'Oulhaça.

Trois pêcheurs ont été évacués par les agents de la protection civile vers le service des urgences sanitaires d'Oulhaça pour recevoir les soins alors que les autres membres de l'équipage ont été légèrement blessés.

Les services compétents de la sûreté ont ouvert une enquête sur les circonstances de cet incident, a-t-on indiqué.

TIMIMOUN:

La 1^{ère} carte grise d'un véhicule immatriculé dans la nouvelle wilaya délivrée

La première carte grise d'un véhicule immatriculé dans la nouvelle wilaya de Timimoun, avec le numéro 49, a été délivrée dimanche par les services concernés.

L'opération s'est déroulée au niveau du service biométrique de la commune de Timimoun, sis à la cité 200 logements, où a été signé ce document officiel d'un véhicule relevant des services de la wilaya et d'un autre appartenant à un particulier.

Intervenant à cette occasion, le wali de Timimoun, Youcef Bechlaoui, a affirmé que les



services de la wilaya ont établi dès le début de la nouvelle année des documents officiels au nom de la wilaya, dont des passeports, des cartes nationales biométriques et des permis de conduire.

La wilaya de Timimoun est l'une des dix wilayas du Sud nouvellement promues à avoir l'ensemble de ses documents

et prérogatives de sa wilaya de rattachement (Adrar), par souci de rapprocher l'administration des citoyens et prendre en charge leurs préoccupations au niveau local.

Ainsi, outre l'installation des différents services et directions exécutives, la wilaya a vu son premier budget adopté la semaine dernière par les membres de l'Assemblée populaire de la wilaya (APW), en vue de donner une impulsion au développement local et contribuer à l'amélioration du service public et du cadre de vie du citoyen.